



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

« Servir, c'est la devise de tous ceux qui veulent commander. »

Paul Léautaud

ISSN 0026-9433

N° 1709

du 6 au 12 juin 2013



M 02137 - 1709 - F: 2,50 €



CANADA : RÉVOLTE INDIENNE

PAGE 12





LES MÉDIAS ET L'OPPOSITION s'ingénient à décrire Hollande comme un timide pas sûr de lui, un naïf qui rate tout ce qu'il entreprend. Les anars se défient de cette façon de voir : la prétendue maladresse présidentielle est une fantasmagorie. En atteste sa récente « gestion » de l'affaire Tapie/Lagarde. Pour faire court, l'abominable ex-ministre des Finances est mouillée jusqu'au cou dans une sale affaire de copinage avec le non moins abominable Tapie. Suite à la sombre entourloupe Adidas-Crédit Lyonnais, elle a laissé allouer au prince des casseroles, par le biais d'un fort louche arbitrage privé, la modique somme de 403 millions d'euros. « Pour faire des économies » (!), affirme-t-elle sans rire. Hollande, en ce moment, ne souhaite pas se mettre à dos les patrons, le Medef et le FMI, empêtré qu'il est à préserver la chèvre patronale plutôt que le chou salarié. Par ailleurs il aimerait bien faire remonter une catastrophique cote de popularité. Pour ça, rien de mieux que les titatas d'un sensationnel procès. Dès lors il ne lui reste plus qu'à endosser son déguisement de Zorro : il laisse sournoisement croire, dans un premier temps, que l'ineffable sauterelle ultralibérale risque la prison, pour au final l'en dédouaner et faire payer un plus discret fusible, Pierre Estoup, arbitre indélicat convaincu d'accointance avec l'ex-patron de l'OM et qui, lui, risque vraiment la taule. Du coup, la cote du président « normal » reprend 4 %. Passez muscade et chapeau l'artiste ! L'a pas été long à intégrer et mettre à profit les bonnes vieilles recettes si utiles quand on est aux manettes : enfumer le bon peuple pour s'en faire apprécier ; préserver les grosses légumes en sacrifiant sans vergogne quelque lampiste. « Sarkozisme à visage humain », dirait Badiou. « Le pouvoir est maudit, disait la Louise Michel, et c'est pour cela que je suis anarchiste. »

## Actualité

- Palme d'or pour le capital**, par G. Goutte, page 3  
**Bastions de résistance**, par J.-P. Levaray, page 4  
**Discrimination à la CAF**, par Nathan, page 5  
**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6  
**Boutin et son « invasion homosexuelle »**, par Pat', page 7  
**La Chronique néphrétique** de Rodkol, page 8  
**Le masculinisme à l'assaut du féminisme**, par Hélène, page 9  
**Triste bilan de l'homophobie**, par Pathote, page 10  
**UMP : de la guerre et de la démocratie**, par R. Pino, page 11

## International

- La révolte des Indiens du Canada**, par E. Walter, page 12

## Arguments

- Propriété et possession**, par Juanito, page 14  
**Alternatives militantes**, par H. Krief, page 16

## Histoire

- Pour un syndicalisme révolutionnaire**, par Frémont, page 18

## À lire

- La Torah, c'est pas simple**, par N. Potkine, page 19  
**Un roman subversif**, par D. Pinós, page 20

## Le mouvement

- Un camarade nous a quittés**, par H. Lenoir, page 21

## Illustrations

- Aurelio, FYP, Kalem, Krokaga, La Sala  
Manolo-Prolo, Nemo, Riri, Valère**

### Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €  
6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €  
1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France et étranger

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Le film noir des **ouvriers** du cinéma

**QUAND ON PARLE CINÉMA**, comme quand on parle littérature, on a souvent tendance à oublier que, à l'instar de toute industrie, il y a derrière ces productions dites culturelles des travailleurs qui, comme partout, sont soumis à des rapports d'exploitation et de domination. La dernière édition du célèbre Festival de Cannes a décerné sa Palme d'or au réalisateur Abdellatif Kechiche pour son film *La Vie d'Adèle*. Encensés de toute part par la presse, la télé, les critiques et autres experts ès bons goûts, le cinéaste et ses deux actrices – Léa Seydoux et Adèle Exarchopoulos – étaient, dimanche 26 mai, sur un petit nuage. Il en était en revanche tout autrement pour les techniciens qui, pendant plus de cinq mois, ont bossé sur ce film, comme l'a révélé jeudi 23 mai le Syndicat des professionnels des industries de l'audiovisuel et du cinéma (Spiac-CGT), qui a publié sur son site Internet un communiqué dénonçant les conditions très difficiles dans lesquelles a été tourné le film primé. Le syndicat a d'ailleurs été rejoint par l'Association des techniciens et ouvriers du cinéma et de l'audiovisuel du Nord-Pas-de-Calais (Atocan), laquelle a tenu à préciser que, « si ce long-métrage devait devenir une référence artistique, nous espérons qu'il ne devienne jamais un exemple en termes de production ». Retour sur une exploitation...

## Des salariés volés

Outre les embauches de figurants « à l'arrache, au coin d'une rue » (*Le Monde*, édition Internet du 24 mai 2013), outre une armée de stagiaires (les travailleurs expérimentés auraient été jugés « trop formatés » – plutôt trop chers ?), plusieurs journées de boulot ont été « oubliées » lorsqu'il s'est agi de payer les techniciens... D'autres journées ont été payées sur la base d'un huit heures alors qu'elles s'étaient étalées sur plus de... seize ! Poussant le cynisme jusqu'au bout, du bénévolat aurait même été proposé, au motif que le simple fait de bosser pour un réalisateur aussi fameux était un salaire ô combien suffisant !

## Harcèlement moral

Un salarié a également affirmé que, en dehors de ces entorses au droit, il y a également « eu du mépris pour les conditions de travail, pour le repos de l'équipe, et sa vie privée » et a confirmé, avec consternation, qu'il « n'avai[t] jamais vu ça ». Le communiqué du Spiac-CGT abonde en ce sens, précisant que certains techniciens ont abandonné « en cours de route, soit parce qu'ils étaient exténués, soit qu'ils étaient poussés à bout par la



production, ou usés moralement par des comportements qui, dans d'autres secteurs d'activités, relèveraient sans ambiguïté du harcèlement moral ».

## Raplique quand on appelle !

« Les gens ne savaient pas le vendredi soir s'ils allaient travailler ou non le samedi et le dimanche suivants », écrit le Spiac-CGT dans son communiqué. Et, en effet, plusieurs salariés dénoncent des changements de planning brutaux au dernier moment. Certains, alors qu'ils étaient en jour de repos ou en pleine nuit, ont même reçu des SMS ou des mails leur annonçant que leur présence était requise... Enfin, le syndicat affirme également qu'il y aurait eu « des incitations à faire des trajets automobiles dans des délais tels que les personnes en charge de ce travail devaient rouler à plus de 180 km/h ».

## L'enjeu de la convention collective

Cette dénonciation sans appel n'intervient pas non plus dans n'importe quel contexte et s'inscrit pleinement dans la lutte que mène la CGT pour une convention collective étendue du cinéma. Ratifiée en janvier 2012 par nombre de syndicats de salariés, dont le Spiac-CGT, elle est, pour l'heure, rejetée par beaucoup de syndicats de producteurs. C'est que le texte exige une réglementation pour le montant des minima sociaux, le paiement des heures supplémentaires et du travail de nuit et du dimanche, ce qui, pour les producteurs, rendrait impossible la réalisation de nombreux films... Autrement dit : producteurs et réalisateurs doivent pouvoir s'asseoir sur le Code du travail au nom d'une créativité qui sonne surtout « rentabilité ».

Ce traitement des techniciens et des ouvriers de l'industrie du cinéma n'est pas sans rappeler celui des petites mains du secteur de l'édition, et notamment des correcteurs : salaires ridicules (parfois en dessous du smic), contournement du salariat par des statuts désavantageux, cadences infernales, travail déguisé sous forme de tests rémunérés, etc. À lire les réactions sur le Net suite au grand déballage du Spiac-CGT, on comprend pourquoi les travailleurs de ces industries peinent tant à faire reconnaître leurs droits : aux yeux de beaucoup, les traitements les plus indécentes sont légitimes lorsqu'il s'agit de la sacro-sainte culture.

**Guillaume Goutte**  
Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste





# Casser la CAF



**La Cour de cassation condamne la CAF de Paris et provoque le délire des xénophobes.**

**C'EST L'HISTOIRE DE RACHID**, algérien résident en France qui demande en 2007 à la Caf des allocations pour son fils qui vient d'arriver du bled. La CAF, probablement dans son souci constant de faire des économies, refuse de verser l'allocation parce que son fils Algérien est venu hors procédure de regroupement familiale... On aurait pu croire que la bureaucratie d'une institution sociale, dans sa stricte application des normes, éviterait une décision discriminatoire; ce ne fut pas le cas.

La commission de recours amiable n'aboutira pas. Saisi le 7 août 2007, le tribunal de sécurité sociale donnera raison à la CAF La Cour d'appel de Paris, quant à elle, rejettera les demandes de Rachid. La discrimination continue... Il faudra attendre l'arrêt n° 607 du 5 avril 2013 de la Cour de cassation pour que cesse l'acharnement. Il existe une multitude de textes imposant l'égalité de traitement entre enfants français et étrangers. C'est ce que nous rappelle la Cour de cassation: «L'arrêt attaqué a violé les articles 8 et 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les articles 3-1, 26 et 27 de la Convention internationale des droits de l'enfant [...] les articles 68 et 69 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, signé le 22 avril 2002 et la décision 2005/690/CE du Conseil, du 18 juillet 2005, concernant la conclusion de cet accord euro-méditerranéen.»

Le sens de la décision de la Cour de cassation est simple. Les conventions internationales obligent à respecter la vie familiale et interdisent les discriminations à caractère nationale, exigent de considérer en premier lieu l'intérêt de l'enfant, donnent le droit à la Sécurité sociale à l'enfant, exigent de tenir compte des ressources du responsable et

reconnaissent le droit à un niveau de vie suffisant pour l'enfant que l'État doit favoriser auprès des familles concernées. Les accords entre l'Union européenne et l'Algérie précisent que cela est valable pour les prestations familiales.

Bien sûr, il fallait bien du monde pour gâcher la bonne nouvelle. Éric Banca, dans *Valeurs actuelles*, nous donne un exemple de ces réflexions. Ces dernières auraient pu rester anecdotiques, seulement voilà qu'Internet et surtout les réseaux sociaux font que ce genre de propos se popularise à la vitesse grand V en alimentant la xénophobie ambiante, et c'est là un réel danger: «Si les enfants en question ont pénétré en France en dehors de toute procédure de regroupement familial. Ce qui s'applique naturellement, d'abord, aux enfants de pères polygames, puisque les autres peuvent, depuis l'institution du système, en 1976, bénéficier dudit regroupement!»

Gare à toi «Peuple français»! La Cour de cassation a ouvert la porte à toute une invasion de polygames venus piller vos CAF et vos entrailles! Vraiment? Dans un article de Belkacem Kolli publié le 26 février 2005 sur le site de RFI intitulé «Code de la famille: la version pragmatique de Bouteflika», on peut lire ceci: «La nouvelle mouture du code de la famille retient la polygamie. Mais celle-ci est assortie d'une double condition. Désormais, le consentement de la première épouse est requis. Le juge vérifie la réalité de ce consentement et effectue une enquête sur les capacités matérielles du mari à assurer l'équité et les conditions nécessaires à la vie conjugale. Sur environ quatre millions d'adultes, à peine 1 % sont polygames. Il s'agit souvent de personnes fortunées et de quelques dignitaires du régime.» On voit donc mal les riches Algériens polygames venir travailler en France...

D'autre part, on aurait très bien pu analyser la chose d'une autre façon. Car en France (et en Algérie accessoirement), à défaut de

polygamie, on se remarie, voire il n'est pas rare d'avoir des relations extraconjugales donnant naissance à des enfants. À considérer que vous ayez eu des enfants, que vous les reconnaissez comme vôtre, que vous les ayez à charge, ne serait-il pas normal de bénéficier en conséquence d'allocations familiales? Sans doute. Et de toute façon, la dignité humaine et l'égalité de traitement nous semblent plus importants que l'origine ethnique ou le type de relations qu'eurent vos parents... M. Banca préfère y voir une invasion de pères polygames estimée à 80 000 sur le territoire...

Un peu de statistique permet d'éclaircir ce propos grâce à l'Insee qui, bien qu'à la solde de l'État, nous indique qu'en 2009 l'ensemble des prestations sociales ne représentaient que 5,1 % du revenu disponible annuel national (somme de tous les revenus des Français). Or 57,3 % de ces prestations sont partagées par les 20 % les plus pauvres de la population... Vous en voulez encore? Citons l'Insee: «En 2009, la moitié des ménages ayant les revenus disponibles les plus faibles perçoit 26,5 % de l'ensemble des revenus disponibles. Les 20 % les plus aisés en perçoivent 41,6 %\*». Alors, qui coûte cher à la France? Et dans tous les autres pays d'ailleurs...

**Nathan**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

(\*) Page 7 du fichier pdf disponible à cette adresse: [www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ref/REVPME12f\\_FLo1rev.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/REVPME12f_FLo1rev.pdf)

## Brèves de combat

### Russie : liberté pour Maria

L'association Russie-Libertés salue le courage de Maria Alekhina en grève de la faim depuis deux semaines. Elle se bat aussi pour les droits de ses codétenues défenseuses des libertés qui subissent également des pressions de la part des autorités, dans le camp de Perm.

### Bonne fête de l'amer !

À l'occasion de la Fête des mères, le groupe Pavillon noir de la FA rappelait à juste titre sur son blog l'origine de la célébration: mères dans une relation de soumission, en l'occurrence celle de la famille patriarcale. Une fête reprise de façon institutionnelle en 1941 pour célébrer toutes les mères, par le régime fascisant de Pétain, dans le but déclaré de «refonder la France sur la valeur patriarcale de la famille catholique». Des mères célébrées uniquement lorsqu'elles enfantent pour l'Église, pour la patrie et pour la reproduction de la force de travail... Bonne non-fête maman !

### Gays sous tension à Tours

La Gay Pride tourangelle a failli tourner non pas au rose mais au rouge sang, de par la présence d'un mouvement d'extrême droite baptisé Vox Populi Turone, auteur de plusieurs agressions physiques au cours de ces derniers mois. Le groupuscule avait appelé, comme chaque année, à un rassemblement hostile à la Gay Pride, cette fois-ci placé sous l'égide du Printemps Français, branche radi-

# Météo syndicale



**HAUTE MAGISTRATURE**, anciens compagnons de route de l'époque mitterrandienne convertis à la real politik du sarkozysme... tous les acteurs de «l'escroquerie en bande organisée» tiennent le haut du caniveau dans les médias. Ainsi on ne parle que peu ou pas du tout de l'accord collectif signé à France Télévisions.

Celles et ceux qui ont la «faiblesse» de regarder les tristes lucarnes auront sûrement remarqué, ces dernières semaines, des raccourcis techniques dans la présentation de certaines émissions télé. Comme on dit dans les médias: «Une certaine catégorie de personnel avait cessé le travail.» D'où des enchaînements un peu rapides...

En fait (à l'écart de l'information et des médias...) quatre années d'âpres négociations ont abouti à un accord signé par la CGT, le SNJ, la CFDT et FO. Mais, comme le dit brièvement la secrétaire générale du SNJ-CGT: «Il y a compromis, pas consensus.» En attendant un plan social? C'est dans l'air du temps et sans unité syndicale ce sera la défaite par appartements!

Le chômage augmente, toujours pas d'accalmie sur ce front et ce ne sont pas les lapalisades de Hollande qui y feront grand-chose. Du côté syndical on ronge son frein ou on met tout sur le dos de l'Europe. Ainsi FO: «Face aux conditions imposées de Bruxelles, enjoignant au gouvernement français de réformer son marché du travail et son système de protection sociale à la baisse, Force ouvrière rappelle que le retour à la croissance et donc la baisse du chômage passent par un changement de politique macroéconomique au niveau national et européen.» Certes, mais si au niveau européen, les syndicats semblent attendre tout des instances politiques les beaux jours sont à attendre pour longtemps!

Pour revenir à la France, après Mittal et PSA, le gouvernement laisse tomber Goodyear, se dégonfle, dit la presse locale. Adieu les promesses de parking! Comme celles des partis politiques.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador Seguí  
de la Fédération anarchiste



## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA





# Boutin et consorts, homophobes palmés



**ÇA FAISAIT LONGTEMPS** qu'elle n'avait pas sorti sa bible, la Boutin... Chef de file du Parti chrétien démocrate, elle s'est bien fait remarquer à propos de la loi sur le mariage pour tous, et pas plus tard que le jour de la dernière manif organisée par la droite et soutenue par une kyrielle de groupuscules néonazis. Invitée sur les ondes de RMC (quelle idée!) à commenter la Palme d'or décernée durant le Festival de Canne au film *La Vie d'Adèle*, qui évoque une histoire d'amour entre deux femmes, celle-ci a resorti son fiel légendaire : « La mode, c'est les gays, on est envahi de gays [...], on ne peut pas voir un film à la télévision, une série, sans qu'il y ait les gays qui s'expriment. Maintenant, c'est la Palme d'or. Bon, ça va quoi ! » Petite indication à cette dame patronnesse : la mode gay était une réalité dans les années 1970, où une rock star ne pouvait pas se permettre, s'il voulait briller sous les étoiles de la scène, de chanter avec un look viril (Bowie, Jagger, Brian Ferry, etc.) et elle est bien loin derrière nous... Il n'y a qu'à lire les rapports des associations qui listent les femmes, trans et gays victimes de l'homophobie en France comme presque partout ailleurs, pour admettre que, le moins que l'on puisse dire, c'est que : la mode n'est plus aux gays ! Ce qui semble le plus agacer la dame, c'est que

les homosexuel ont obtenu les mêmes droits que les hétéros (mariage civil et adoption). On suppose qu'elle use ses chapelets à prier pour que les homos « n'obtiennent jamais le droit de se marier à l'église ». Mais, ce qu'ignore dame Boutin, c'est que la grande majorité des gays ne veulent pas se marier, ni à la mairie ni, encore moins, à l'église. Par exemple, en dix ans d'existence d'une telle loi en Belgique, le pays ne compte que 5 % d'homos à être passés devant le bourgmestre ! Avec pour seules motivations, soit de pouvoir élever leurs enfants comme tout le monde, soit de transmettre leur biens acquis ensemble à leur partenaire plutôt que de les voir filer sous la coupe de la « sacro-sainte » famille... Pas de quoi couper trois pattes à un canard, donc ! Mais dame Boutin n'est pas la seule, ces derniers temps, à vomir religieusement sur les « invertis ». Frigide Barjot, la bien nommée, se définit comme une « républicaine gaulliste viscéralement attachée à son pays et à ses racines chrétiennes » et annonce qu'elle va se présenter aux municipales (avec le renfort des voix des fachos ?). Un autre meneur de la Manif pour tous, Tugdual Derville, lutteur de fond contre l'euthanasie et l'avortement, souhaite, lui, créer un courant « d'écologie humaine dans le res-

pect de la dignité ». Amen ! Sa partenaire de manif, Béatrice Bourges, qui, comme son nom l'indique, porte tout le charme discret de la bourgeoisie, n'en reste pas moins entachée d'un passé teinté d'une touche de Jeunesses identitaires, d'un zeste de GUD et d'un glaçage de Civitas. Bas les masques ! Enfin, Ludovine de La Rochère, leur présidente, souhaite, elle, nous « faire vivre le plus grand mouvement social que la France ait connu depuis Mai 68 ». Rien que ça ! Tout en « menaçant de sanctionner ceux qui ne se seront pas prononcés contre le mariage gay ». Plus de quarante années de luttes acharnées pour que les femmes puissent disposer de leur corps et pour que les homos aient les mêmes droits que les hétéros ne m'ont pas épuisé. S'il faut tout recommencer de zéro, pour qu'enfin ces réacs et fachos comprennent que nous en avons « ras-le-cul » de ne pas être respectés dans nos choix, dans nos vies, de nous faire nier, insulter, culpabiliser sous prétexte que nous ne sommes qu'une minorité, eh bien nous sommes prêts pour le combat : homophobie, no pasaran !

Pat'

Groupe Claaaaash  
de la Fédération anarchiste

# Chronique néphrétique

## Allumettes suédoises

cale de la Manif pour tous. Elle n'a réuni qu'une trentaine de personnes en face, de 1 300 manifestants qui ont exprimé leur refus du sexisme, du racisme et de l'homophobie. Non mais! À Paris, la 3<sup>e</sup> manifestation contre le mariage homosexuel a réuni 150 000 personnes selon la police, avant de dégénérer en de violents affrontements. Mais quand est-ce que les cathos et leurs fachos vont nous lâcher?

### Vive la lutte

La signature d'un accord-cadre par la direction, les collectivités locales et les syndicats permet la pérennisation de l'usine First Aquitaine Industrie de Blanquefort (Gironde) et 1 000 emplois pendant cinq ans. Un beau succès pour les salariés!

### Abus de Taser

Selon les fabricants, les Taser et les Flash-Ball sont des «armes non létales», c'est certainement pourquoi les policiers et gendarmes les utilisent à tire-larigot. C'est pourquoi pour la première fois, le défenseur des droits (saisi de nombreux abus, mauvaises utilisations et de dérapages) a réalisé un rapport général sur ces «moyens de force intermédiaire» et rappelé qu'en principe «le recours à ces armes, assimilé à l'usage de la force, est soumis à une exigence de stricte nécessité et proportionnalité». En principe!

**LE MODÈLE SUÉDOIS BRÔLE-T-IL?** En tous les cas, les voitures qui crament là-bas font mauvais genre dans le paysage idéologique européen. Les faiseurs d'opinions, idéologues assermentés, ceux qui peaufinent les arguments qui nous sont servis à longueur de journées par les politiciens et les journalistes, oublieront peut-être de nous citer désormais leur référence. Car, depuis des années, c'est la Suède qui nous est présentée comme la voie à suivre, dans le domaine des retraites. Au final, c'est pourtant notre système de retraites qui risque de ressembler à une carcasse calcinée...

La Commission européenne vient de «recommander à la France», «d'adapter les règles d'indexation, les âges minimum et de taux plein, la période de contribution et les régimes spéciaux, mais en évitant d'augmenter les contributions des employeurs aux régimes de retraite».

1°) Pourtant, depuis la fin des années soixante-dix, les taux de cotisation sont gelés.

2°) Jusqu'en 1986, les pensions étaient indexées sur les salaires. De 1970 à 1985, l'évolution annuelle moyenne des pensions était supérieure de 3 % à l'inflation. Grand changement à partir de 1987 : les coefficients de revalorisation des pensions sont fixés par référence à l'évolution des prix à la consommation. Dans un premier temps, de 1987 à 2003, les courbes seront quasi identiques (environ 1,5 %), mais déjà les retraités y ont perdu. Sur 20 ans, les retraités auront des pensions réduites de plus de 20 %!

3°) En mars 2013, les «syndicats représentatifs» ont signé avec le Medef un accord : Grande victoire! Le Medef a accepté une hausse des cotisations... qui financent les régimes complémentaires de 0,1 point. Mais (cherchez l'erreur!) il a obtenu que pour les retraités du privé les pensions soient revalorisées de 1 point de moins que l'inflation! On serre d'un cran supplémentaire. Comme en Suède, l'indexation (à la baisse) permet d'ajuster «l'équilibre financier». Pilliard (un i de trop, représentant du Medef, l'avait dit en mars 2013 : «La désindexation des pensions est indispensable.»

4°) Que veut le patronat? «Un transfert massif des cotisations patronales vers une assiette fiscale». Quand on compare les budgets de la

Sécu de 1991 et 2010, on constate que les cotisations sociales sont passées de 86,8 % à 66 %. Le financement par l'impôt et les taxes est passé lui de 54,9 % à 29 %. Pensons à la contribution sociale généralisée (merci Rocard!). C'est la traduction du «Détaxons le travail» ou «Les charges nous accablent». Mais ce que les patrons ne payent plus, ce sont les contribuables qui le payent. Pour rappel, la TVA en constitue l'essentiel. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.

5°) Et si, à force de réduire les pensions par tous les moyens possibles, jouant sur la peur de l'avenir et le calcul individuel, ils pouvaient récupérer une part d'épargne? L'Union européenne promeut le modèle des 3 piliers : Le premier, c'est le régime de base public, alimenté par les cotisations sociales... ou les impôts (comme vu précédemment). Le deuxième pilier, un régime professionnel en capitalisation. Le troisième, une épargne retraite individuelle. En France, le premier pilier, c'est 97 % des pensions. Mais on mesure ce que le schéma des 3 piliers annonce : si, à force de diminuer les pensions (on est passé de 84 % du salaire en moyenne pour la génération qui a pris sa retraite juste avant la réforme Balladur de 1993 à moins de 66 %!), on pouvait inciter les gens à placer leur argent par «prévoyance», l'État se chargeant d'une simple pension de base et le travailleur étant dépendant de sa branche, de son secteur, avec toutes les différences, divisions que cela peut entraîner : «T'as pas les mêmes avantages que moi, donc chacun pour sa pomme.» Mais aussi plus de dépendance vis-à-vis de son patron, et plus de risques. On se souvient d'entreprises américaines qui avaient perdu les retraites de leurs ouvriers en Bourse! Quant aux assureurs, aux mutuelles, aux complémentaires, tous sont prêts à nous offrir leurs services...

Toutefois, résumer cette politique de réforme des retraites à un : «ils nous diminuent nos retraites pour se faire plus de fric» serait un bon moyen de passer à côté de l'essentiel. (À suivre).

Rodkol

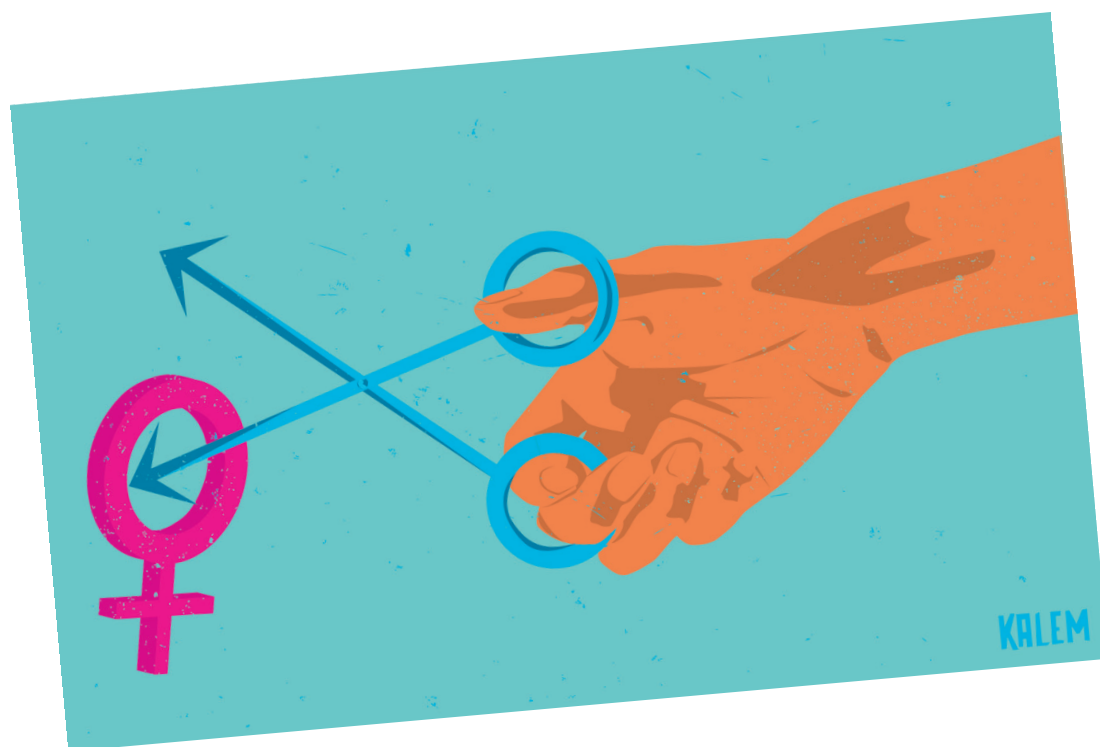
rodkol@netcourrier.com





Antiféministe

# la revanche du masculinisme



## Hélène Hernandez

Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste

L'ÉMISSION *FEMMES LIBRES* a reçu Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri le 15 mai 2013 pour évoquer une des formes de l'antiféminisme, le masculinisme, et particulièrement son expression au Québec, puisque les deux invités sont québécois : Mélissa est une militante féministe radicale (radicale car luttant contre la racine du machisme et de l'antiféminisme), enseignante à l'université du Québec en Outaouais, au département de travail social et des sciences sociales, et agent de recherche à l'Alliance de recherche-Institut de recherches et d'études féministes Iref/Relais-femmes, auteure notamment de *J'haïs les féministes ! Le 6 décembre 1989 et ses suites* (2009) ; Francis est anarchiste et professeur de science politique et membre de l'Iref à l'université du Québec à Montréal. Ensemble ils ont codirigé *Le Mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué* (2008, nouvelle édition 2012). Ces ouvrages sont publiés aux Éditions du Remue-Ménage (Montréal, Québec).

Depuis quelques années, l'idée que les hommes vont mal et qu'ils vivent une crise d'identité gagne des adeptes. Les femmes et surtout les féministes seraient la cause de cette prétendue crise de la masculinité car elles auraient pris une telle place dans la société que les hommes seraient relégués dans des rôles méprisables. Au Québec, ces hommes en mal d'identité se déguisent en superhéros et grimpent sur des ponts en y

déployant des banderoles « Papa t'aime » ; en France, à Nantes, l'un d'entre eux monte sur une grue et tous les médias sont braqués sur lui. Les féministes ont beau dénoncer rapidement que le juge lui avait retiré le droit de visite à son fils car le père avait soustrait son enfant par deux fois, rien n'y fait. La vedette est sur la grue et clame qu'il subit une injustice. Certains autres engagent des poursuites contre des professeures, des militantes et des journalistes féministes. Des sites Internet fleurissent et les masculinistes y déversent leur fiel antiféministe, comme André Gélinas, ancien directeur de la recherche au ministère de la Justice du Québec : « Un des premiers exploits du mouvement féministe a été, sans conteste, la fermeture des tavernes pour la seule raison qu'elles étaient inaccessibles aux femmes. En tuant les tavernes, on a tué un symbole, on a émasculé le Québécois ! » C'est sûr que fermer les bars à serveuses nues, cela émascule le gogo ! En France, c'est Éric Zemmour qui clame en 2006 que l'homme est « le premier sexe » et qui sévit sans cesse sur RTL ou au Figaro. C'est lui aussi qui dit au sujet du droit à l'IVG : « On est passé d'une tolérance compassionnelle à un droit acquis, un mélange de tentation bureaucratique, de fureur égalitariste et d'idéologie féministe qui pense toujours au fond comme Simone de Beauvoir que la maternité est incompatible avec l'émancipation », après avoir affirmé que, depuis la loi Veil, 7 millions de fœtus ont été tués, soit 200 000 IVG par an pendant trente-cinq ans.

D'après Mélissa et Francis, le masculinisme est un mouvement revanchard contre le féminisme. Certains mouvements d'hommes préfèrent le terme «hoministe». Mais le masculinisme est aujourd'hui adopté à la fois en équivalence du féminisme et considéré positivement par les revanchards, et à la fois approprié par les féministes avec une perception négative. Le masculinisme est un mouvement social au « discours prétendant que les féministes et les femmes dominent une société dans laquelle les hommes sont efféminés et n'ont plus de rôle significatif à jouer. Le masculinisme récupère à son profit l'analyse et le mode d'organisation des féministes pour en renverser le sens ». Les hommes apparaissent comme victimes des femmes dominantes. Ainsi, les masculinistes constituent un contre-mouvement: « Chaque fois qu'il y a un vaste mouvement d'émancipation, les anciens maîtres se mobilisent pour contre-attaquer. » À propos du refus de verser les pensions alimentaires à leurs enfants et de la revendication de garde alternée des enfants dans le cadre du divorce, des groupes de pères se sont constitués de

manière solidaire: Mouvement pour l'égalité parentale en Belgique, le Vätertauffbruch für Kinder en Allemagne, SOS Papa en France, Fathers 4 Justice ou l'Après Rupture au Québec...

Ainsi, les hommes souffriraient de changements qui leur ont été imposés contre leur «nature profonde». Une rhétorique est alors construite: le décrochage scolaire des garçons, le taux de suicide des hommes supérieur à celui des femmes (le taux de suicide chez les hommes ne peut être corrélé avec la force d'un mouvement féministe), le divorce demandé très largement par les femmes, la garde des enfants quasi toujours confiée aux mères, la violence conjugale à l'initiative de la femme conduisant l'homme à réagir. Jamais l'éducation et le socialement construit n'apparaissent: non, c'est la nature qui fait les hommes violents utilisant une arme contre les femmes, comme l'exemple de Marc Lépine qui a délibérément assassiné quatorze femmes à l'École polytechnique de Montréal, le 6 décembre 1989, car « j'haïss les féministes » a-

t-il écrit et proféré. De même, Richard Gardner invente en 1986, sans aucune précaution scientifique, un « syndrome d'aliénation parentale »: il s'agirait d'un désordre psychologique touchant l'enfant lorsque l'un des parents effectue sur lui, de manière implicite, un « lavage de cerveau » visant à détruire l'image de l'autre parent. Lorsque l'opération réussit, l'enfant rejette ou diabolise ce parent qu'il aimait auparavant et fait indissolublement corps avec le parent aliénant, conformément au désir de celui-ci.

Après la parution de *Backlash* de Susan Faludi en 1993, de *La Revanche des misogynes*: où en sont les femmes après trente ans de féminisme de Dominique Frisher en 1997, d'*Un siècle d'antiféminisme* de Christine Bard en 1999, l'ouvrage coordonné par Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déry réaffirme l'urgence pour les femmes comme pour les hommes de décrypter le masculinisme et de lutter contre toute domination, contre tout sexisme, contre toutes les formes du patriarcat, pour l'égalité, la solidarité et la liberté de toutes et tous. **H.**

## Un bilan criant de vérité



**LE RAPPORT ANNUEL** de SOS Homophobie vient de paraître et confirme le malaise ressenti au cours des manifs de droite et d'extrême droite «Un papa, une maman». Pas moins de 2 000 personnes interrogées par l'association dressent le triste tableau de la montée en puissance de l'homophobie qui a continué à se développer et s'ancrer en France en 2012. 159 % d'augmentation de propos homophobes relevés sur les sites Internet, 49 % dans les médias, 38 % en milieu scolaire...

À ce sujet, SOS Homophobie rappelle qu'un adolescent homosexuel a, selon les études, entre sept et treize fois plus de risques de tenter de mettre fin à ses jours qu'un ado hétérosexuel. « Les agressions physiques à caractère homophobe et transphobe demeurent un douloureux problème en France en 2012 », déplore

encore le rapport. On a dénombré 122 cas, notamment dans le parc de la Villette et le jardin des Tuileries, à Paris, qui ont été signalés plusieurs fois. « Des agressions particulièrement violentes y ont été commises: quet-apens, viols, passages à tabac et tentative de meurtre. » L'association constate également une recrudescence des propos homophobes depuis les manifs contre le mariage pour tous. Quelques exemples: une étudiante agressée dans la Loire parce qu'elle tenait sa petite amie par la main, frappée et jetée à terre, puis traînée par les cheveux, tandis que personne alentour n'a réagi. Un homme de 36 ans victime d'un viol collectif en Bretagne par cinq hommes qui l'ont insulté avant de le rouer de coups. Trois des agresseurs l'ont violé, puis laissé nu à terre, après une heure de sévices. La victime

se dit traumatisée mais a tout de même tenu à témoigner. Dans les Yvelines, une étudiante a été battue et insultée par son cousin après qu'il eut découvert son homosexualité en fouillant dans son téléphone. Avec trois de ses amis, il a abusé sexuellement d'elle « pour la guérir ». Et les exemples foisonnent dans le rapport de SOS Homophobie. Ça promet après le passage de la loi... Le but des droits pour tous étant à la base une reconnaissance sociale des LTGB, qui n'ont pas fini de gueuler: « Y'en a assez, assez, assez de cette société qui ne respecte pas les trans, les guinées et les pédés. »

**Pathote**

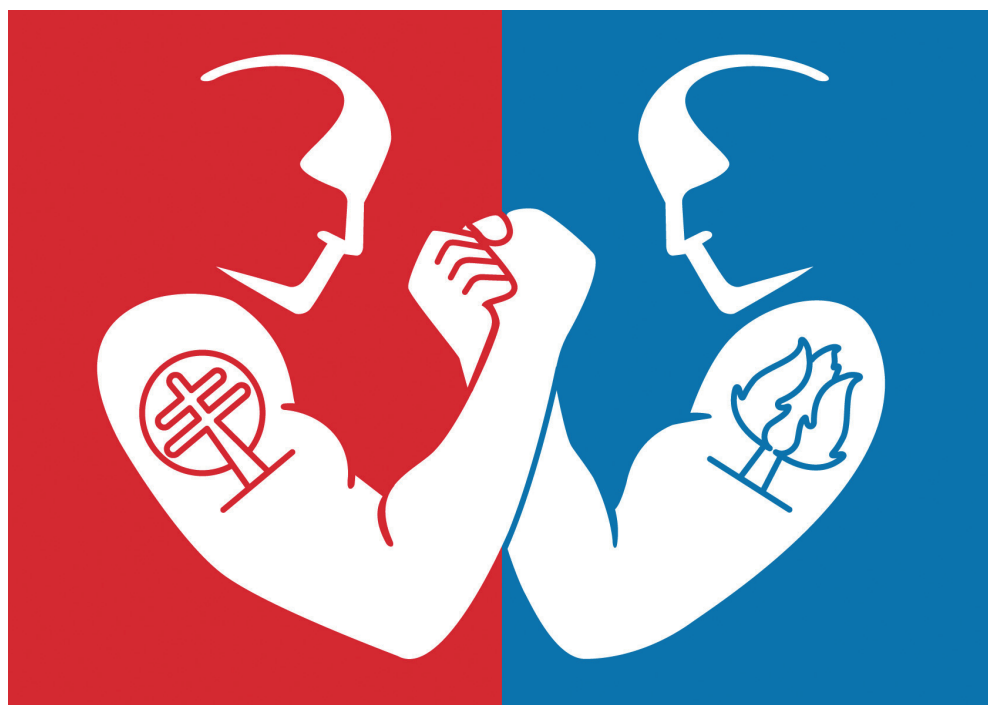
Groupe Claaaaash  
de la Fédération anarchiste



# De la **démocratie** chez les démocrates

**UNE FOIS N'EST PAS COUTUME** dans notre hebdomadaire, parlons politique politicienne. Certes, me direz-vous, il y a d'autres urgences : fermetures d'entreprises, suppressions massives d'emplois, immolation par le feu d'un chômeur devant Pôle emploi, suicides sur le lieu de travail, courbe du chômage toujours en hausse, comme la précarité ; niveau de vie toujours en baisse, comme le moral des Français. Il y a aussi les guerres, Syrie, Mali, les otages, les attentats... Mais, au-dessus de tout ça, bien au-dessus, il y a plus sérieux, il y a du vraiment lourd : François Fillon et Jean-François Copé se parlent de nouveau. Nos deux frères ennemis sont tombés d'accord au cours d'une entrevue à l'Assemblée nationale (il fallait bien ça). Vous souriez ? Vous avez tort. Devant nos yeux ébahis, nous pouvons assister au fonctionnement impeccable de la démocratie. Pas la « démocratie directe » ou la « démocratie réelle » ou toute autre billevesée utopiste. Non, là, c'est du concret, c'est de démocratie bourgeoise qu'il s'agit. Six mois après le psychodrame vécu à l'UMP, les deux compères discutent, négocient et ont même trouvé un accord. C'est le consensus, voire l'unanimité : l'organisation d'une « primaire ouverte » pour désigner le candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle ne doit pas être la reproduction du mauvais scénario de novembre 2012, qui a débouché sur la désignation de Copé comme chef de l'UMP. Élection jugée malhonnête dans son déroulement par les partisans de Fillon. Échanges de propos aigres-doux, de noms d'oiseaux à l'occasion, menace de scission ; finalement Copé a dû reculer et accepter la tenue de nouvelles élections pour désigner le secrétaire général du mouvement. À quelle date ? Re-chamaillerie : le plus vite possible pour Fillon, le plus tard possible pour Copé, qui comptait bien asseoir son autorité sur le trône de vizir provisoire.

Mais tout cela, c'était hier. Aujourd'hui, le ciel est bleu et le printemps de retour. Fillon pense désormais que revoter n'est pas indispensable, et même inutile, et il ne conteste plus que Copé reste à la tête de l'UMP. Tout juste va-t-on consulter fin juin les militants au moyen d'un congrès « virtuel » ; mais, d'ores et déjà, fillonistes et copéistes font savoir qu'ils sont largement hostiles à l'organisation d'une nouvelle élection. La juriste Anne



Levade, déjà rédactrice des nouveaux statuts de l'UMP, a été chargée de rédiger (on lui souhaite bien du plaisir) la question qui sera posée aux militants qui devront donc voter pour savoir s'il faut... revoter. Si oui, Copé restera guide suprême jusqu'en 2015 (fin de son mandat). Sinon, re-élection et donc rebaggarre pour désigner celui qui est le plus légitime. Ce qui évidemment ne serait pas du meilleur effet six mois avant les municipales de l'année prochaine.

Et, justement, pour ces municipales, les investitures pour être candidat UMP risquent fort de donner lieu à des négociations musclées entre copéistes et fillonistes. C'est que ces braves gens n'ont qu'une priorité : l'avenir de la France (en clair leur avenir à eux). On a déjà un avant-goût des affrontements « fraternels » qui se profilent avec la « bataille de Paris ». Nathalie Kosciusko-Morizet, qui pensait avoir un boulevard devant elle pour représenter la droite contre Anne Hidalgo, se voit contester ce rôle par son « collègue » Guillaume Peltier (ex-Front national) qui lui reproche son non-engagement contre le mariage pour tous, et donc son abstention au moment du vote de la loi dite « Taubira ». Petite précision, Nathalie Kosciusko-Morizet, qui bénéficie de l'appui de Bernadette Chirac (pas sûr que ce soit un atout), a précisé qu'au

cas où elle prendrait en main la destinée de Paris elle ne se présenterait pas comme candidate à l'élection présidentielle en 2017. Nous voilà rassurés. Bref, si les couteaux sont provisoirement rangés, les arrière-pensées demeurent et feront sans nul doute encore des dégâts à droite, sous le regard attendri de Marine Le Pen.

Voilà, c'était notre rubrique « La vie trépidante chez les politiciens de droite ». Vous préférez les sujets futiles genre lutte contre le chômage, retrait des troupes françaises actuellement en opération, défense des sans-papiers, lutte contre l'homophobie et le patriarcat, etc. ? Pour ça, nous avons les politiciens de gauche. Mais si, vous savez bien : cette gauche généreuse, émancipatrice, anticapitaliste (là, je m'avance peut-être), bref cette gauche qui nous l'a promis, qui nous l'a assuré : le changement c'est maintenant. Vous trouvez que ça tarde un peu ? Hommes et femmes de peu de foi ! Vous devriez savoir que les périodes transitoires sont nécessaires et peuvent parfois durer une éternité. Vous êtes pressés ? N'attendez rien de l'État, prenez vos affaires en main.

**Ramón Pino**

*Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste*

Canada

# Les Premières Nations sonnent la révolte sociale et écologiste



« *L'inertie, c'est fini!* » Tel est le slogan qui marque le réveil des Premières nations canadiennes. Frappés par de graves inégalités et discriminations, menacés par la folie extractive de l'industrie pétrolière et minière, ignorés du gouvernement ultraconservateur, peuples autochtones, métis et inuits du Canada sonnent la révolte sociale et écologique. Mené par des femmes, leur mouvement multiforme, Idle No More, s'étend des lointaines plaines glacées aux métropoles, en passant par les réseaux sociaux.

Emmanuelle Walter

DES CÉRÉMONIES TRADITIONNELLES INDIENNES et des danses rituelles au cœur des centres commerciaux, pour sensibiliser le passant. Des petites silhouettes vêtues de gilets phosphorescents qui marchent le long des routes, avec quelques banderoles, dans le blanc de l'hiver canadien, puis dans la lumière du printemps. Ou des manif's toniques, au rythme des tambours, où l'on arbore plumes rouges et pattes d'ours. Et aussi des blocages d'autoroute et des grèves de la faim. Du folklore? Non, un vaste mouvement social qui commence à fédérer les Premières Nations canadiennes. Soit un million de personnes (près de 4 % de la population se déclarent autochtones ou amérindiennes<sup>1</sup>). Idle No More (*L'inertie, c'est fini*), c'est tout cela, d'un océan à l'autre: un mouvement multiforme, non structuré, sans formulaire d'adhésion, ni salariés, ni assemblées générales. Son objectif: empêcher le gouvernement ultraconservateur canadien de détruire ressources et environnement, et combattre inégalités et discriminations. Le défi est d'ampleur.

Le mouvement a été fondé à l'automne 2012 par quatre femmes, dont deux autochtones, dans la province de la Saskatchewan, à l'ouest du Canada. C'est encore une femme qui permet sa médiatisation et son entrée sur la scène publique: Theresa Spence, une cheffe de la réserve d'Attawapiskat (Ontario), qui mène un jeûne de six semaines dans un tipi à deux pas du Parlement d'Ottawa<sup>2</sup>. Theresa Spence s'était déjà illustrée, en 2011, en décrétant l'état d'urgence dans sa réserve devant l'insalubrité des abris, sans eau ni électricité, où des familles entières vivaient dans le froid.

« *Tuer l'Indien en eux* »

Une lutte en forme de revanche pour ces femmes des Premières Nations, touchées de plein fouet par les inégalités. Celles qui n'ont pas pu terminer leurs études subissent deux fois plus le chômage que les Canadiennes non autochtones (un taux de chômage respectif de 20,5 % contre 9,2 %). Les femmes se déclarant des Premières Nations, « Métisses » ou « Inuites », perçoivent des revenus 25 % inférieurs à leurs concitoyennes<sup>3</sup>. Tout en ayant plus souvent à charge leur famille. Beaucoup sont victimes de violences domestiques dans les réserves et d'assassinats dans les grandes villes de l'ouest du pays, où les plus défavorisées se prostituent. En matière sociale, la liste de leurs revendications est donc longue: communautés vivant dans la misère malgré les subventions, alcoolisme extrême, dépressions, suicides au moins trois fois plus nombreux que dans le reste de la population, etc.

Sans oublier le « syndrome des pensionnats », du nom de la politique d'État qui en cent cinquante ans a enlevé plus de 150 000 enfants autochtones à leurs parents pour les placer dans des pensionnats où régnait la maltraitance. Le but: « Tuer l'Indien en eux. » Le gouvernement canadien s'en était excusé en 2008. L'ancien Premier ministre Paul Martin vient de qualifier cette politique de « génocide culturel »<sup>4</sup>.

**Dernière barrière humaine**

C'est par ses mobilisations écologistes que le mouvement s'illustre. Sa priorité est de lutter contre les lois anti-environnementales du gouvernement de Stephen Harper, le Premier ministre canadien. Fin 2012, sous la pression



Cet article a d'abord été publié sur le site de **Basta!** ([www.bastamag.net](http://www.bastamag.net)), site d'information indépendant sur l'actualité sociale et environnementale. Constitué d'une équipe de journalistes et de militants associatifs, **Basta!** contribue à donner une visibilité aux enjeux écologiques, aux actions citoyennes, aux revendications sociales, aux mouvements de solidarité et aux alternatives mises en œuvre.

Nous les remercions pour nous avoir aimablement autorisés à reproduire cet article dans nos colonnes.



avérée de l'industrie des oléoducs (l'Association canadienne de pipelines d'énergie), et indirectement des grandes compagnies pétrolières présentes en Alberta – dont Total, qui y exploite les sables bitumineux –, le gouvernement a réduit comme peau de chagrin la protection des milliers de lacs et rivières du pays. Il a également limité les processus d'évaluation environnementale préalable à l'exploitation de ressources naturelles et diminué la possibilité pour les Premières Nations d'être consultées sur ces questions.

Les réserves indiennes, souvent situées dans de vastes espaces naturels au nord du pays, sont particulièrement menacées par ces nouvelles règles du jeu. Elles risquent de voir augmenter les ravages des industries pétrolières et minières. « En Alberta, où sont exploités les sables bitumineux, les Premières nations font venir de l'eau en bouteilles alors qu'elles vivent au bord des fleuves. Les poissons ont trois yeux, la bouche déformée, les canards sont englués dans les bassins de rétention », s'insurge Melissa Mollen-Dupuis, la représentante du mouvement au Québec. Elle fait référence aux témoignages des habitants de la communauté autochtone de Chipewyan, confortés par l'étude du biologiste David Schindler, qui fait état d'une concentration exceptionnelle de plomb et de mercure dans la rivière Athabasca. Une étude contestée par le gouvernement fédéral et le lobby pétrolier. « Nous protestons contre la fracturation hydraulique [pour l'extraction du gaz de schiste], contre les coupes abusives dans les forêts, contre l'exploitation des sables bitumineux. Nous sommes la dernière barrière humaine entre le gouvernement et les ressources naturelles ! », poursuit-elle.

### Colossale dette écologique

Intégrer la dette environnementale qu'accablent le gouvernement et les compagnies pétrolières et minières auprès des Premières Nations pour faire baisser la bonne note du Canada attribuée par des agences de notation, sur les marchés financiers. Telle est l'idée suggérée par un leader autochtone d'Idle No More en Colombie-Britannique, Arthur Manuel. Puisque les ressources naturelles sont extraites de territoires dont certains sont légalement protégés par des traités, autant en tenir la comptabilité. Et cette dette est colossale. En 2012, épaulée par l'étude de l'économiste Fred Lazar, les 49 communautés de la nation Nishnawbe Aski, dans le nord de l'Ontario, ont adressé symboliquement au gouvernement de la province une facture de 127 millions de dollars canadiens (97 millions d'euros), « soit une annuité correspondant à une infime partie de la dette totale sur un siècle ».

Autre spécificité d'Idle No More : son fonctionnement. « Chaque matin, les quatre fondatrices et les leaders dans chaque province [le Canada en compte dix] utilisent Facebook pour échanger sur les actions à venir. Elles sont répercutées sur le site officiel d'Idle No More, explique Widia Larivière, cofondatrice du mouvement au Québec. Rien n'est imposé, et au sein même de



Province de l'Alberta. Photographie de Blaire Russell.

chaque province, des communautés ou des individus prennent des initiatives au nom du mouvement, sans forcément nous consulter. Toute l'information passe par les réseaux sociaux. Les gens se mobilisent au cas par cas. »

Au Québec, on a ainsi pu assister à des teach-in (inspiré du mot sit-in), ateliers d'apprentissage ou miniconférences sur le mouvement, et à des manifestations dans les rues de Montréal tout autant que dans des communautés très éloignées. Une marche de 1 600 kilomètres a été menée par de jeunes autochtones du Nunavik (Grand-Nord du Québec) baptisée le « Chemin des êtres humains » (*The Journey of Nishiyuu*) en cri, la langue amérindienne la plus parlée au Canada. Le périple entamé mi-janvier et à raquettes par sept jeunes de 17 à 21 ans, par un froid polaire, s'est achevé avec près de 300 marcheurs à Ottawa, la capitale fédérale, deux mois plus tard. Ils n'ont pas été reçus par le Premier ministre – Stephen Harper était parti à l'aéroport accueillir des pandas venus de Chine... – mais par des centaines de supporters, des sympathisants du mouvement Occupy, des écologistes et par la gauche parlementaire.

### « Ce mouvement me décolonise moi-même »

Idle No More est plus qu'un mouvement. C'est également une forme de thérapie collective, charriant une fierté identitaire qui relève de la survie, tant la culture des Premières Nations a été méthodiquement annihilée. Les marcheurs du Chemin des êtres humains, dont certains étaient dépressifs et toxicomanes, comme de nombreux jeunes autochtones, ont dit combien la marche, inspirée par les longs trajets à pied que leurs ancêtres accomplissaient pour commercer, avait eu un rôle thérapeutique et identitaire. « Ce mouvement me décolonise moi-même », commente Widia Larivière, qui a ressorti pour les manifestations un petit tambourin, offert par sa mère, qu'elle n'avait jamais utilisé.

Au plan politique, Idle No More a permis aux représentants autochtones – rassemblés au sein de l'assemblée des Premières Nations – de rencontrer Stephen Harper au plus fort de la contestation, en janvier dernier, sans que leurs revendications soient satisfaites pour le moment. Mais le mouvement se poursuit, même s'il a disparu des médias canadiens depuis que Theresa Spence a cessé sa grève de la faim... Idle No More vient d'ailleurs de s'allier avec une autre organisation autochtone, Defenders of the Land (Défenseurs de la terre) pour concocter un « été de la souveraineté » qui promet d'être agité. Au menu des revendications : la révocation de la nouvelle loi qui laisse le champ libre à l'exploitation des ressources naturelles, l'adoption d'un système électoral à la proportionnelle au niveau fédéral, la mise en œuvre au niveau canadien de la déclaration onusienne des droits des peuples autochtones... et une enquête nationale sur les meurtres et disparitions des femmes autochtones. L'été sera rouge, avec une plume.

E. W.

1. Au Canada, le mot « amérindien » est moins utilisé qu'aux États-Unis. On parle également de « Premières Nations » pour désigner les peuples autochtones, et on utilise les mots « autochtones » (au Québec), *natives*, *indigenous people* ou « *aboriginal people* » (dans les provinces anglophones).

2. Elle a pris la décision de cesser sa grève de la faim suite à l'adoption d'une déclaration par des organisations autochtones et les deux principaux partis canadiens d'opposition – le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral. Le Premier ministre, Stephen Harper, n'a pas accepté de la rencontrer.

3. Selon les données les plus récentes.

4. Depuis 2008, une commission Vérité et Réconciliation parcourt le pays pour recueillir les témoignages et faire connaître ce pan d'histoire.

# Autour de la question de la **propriété**

**Juanito**

Groupe Pavillon noir  
de la Fédération anarchiste

**ON VOIT** parfois quelques anarchistes s'attaquer indistinctement à la « propriété », avec parfois un rejet total de la jouissance matérielle, confinant à un certain ascétisme relayé par certains discours décroissants. Pour vivre heureux, il faudrait vivre sans jouir des objets, sans s'y attacher. Cette tendance est, selon moi, une mauvaise interprétation de la critique de la propriété privée car il n'y a rien de plus légitime que de vouloir s'approprier ce qui nous entoure, tisser des liens émotifs, tisser une expérience avec son environnement et ses voisins qui nous soit propre. Nous avons le droit de vivre et de jouir, et nous avons le droit au bonheur matériel !

Si la propriété peut être « le vol », elle peut aussi être « la liberté » : les deux thèses ont été défendues par Proudhon, parce qu'en fait tout dépend de l'acceptation que l'on donne au mot propriété, qui recèle en réalité de nombreux sens, fort différents et fort divergents. Un petit travail de clarification s'impose, en particulier contre l'acceptation bourgeoise de ce mot, dominante, et qualifiée de « sacrée » depuis les droits de l'homme riche de 1789.

L'acceptation la plus courante, diffusée largement par les politiciens, les capitalistes, les juges et les flics, est en effet celle de propriété « privée » au sens de « privative ». C'est-à-dire qu'elle ne se définit pas tant par la possibilité de jouissance de la personne propriétaire que par l'exclusion de toutes les autres personnes (non-propriétaires) de son usage, et – ce qui est lié – des décisions quant à cet usage.

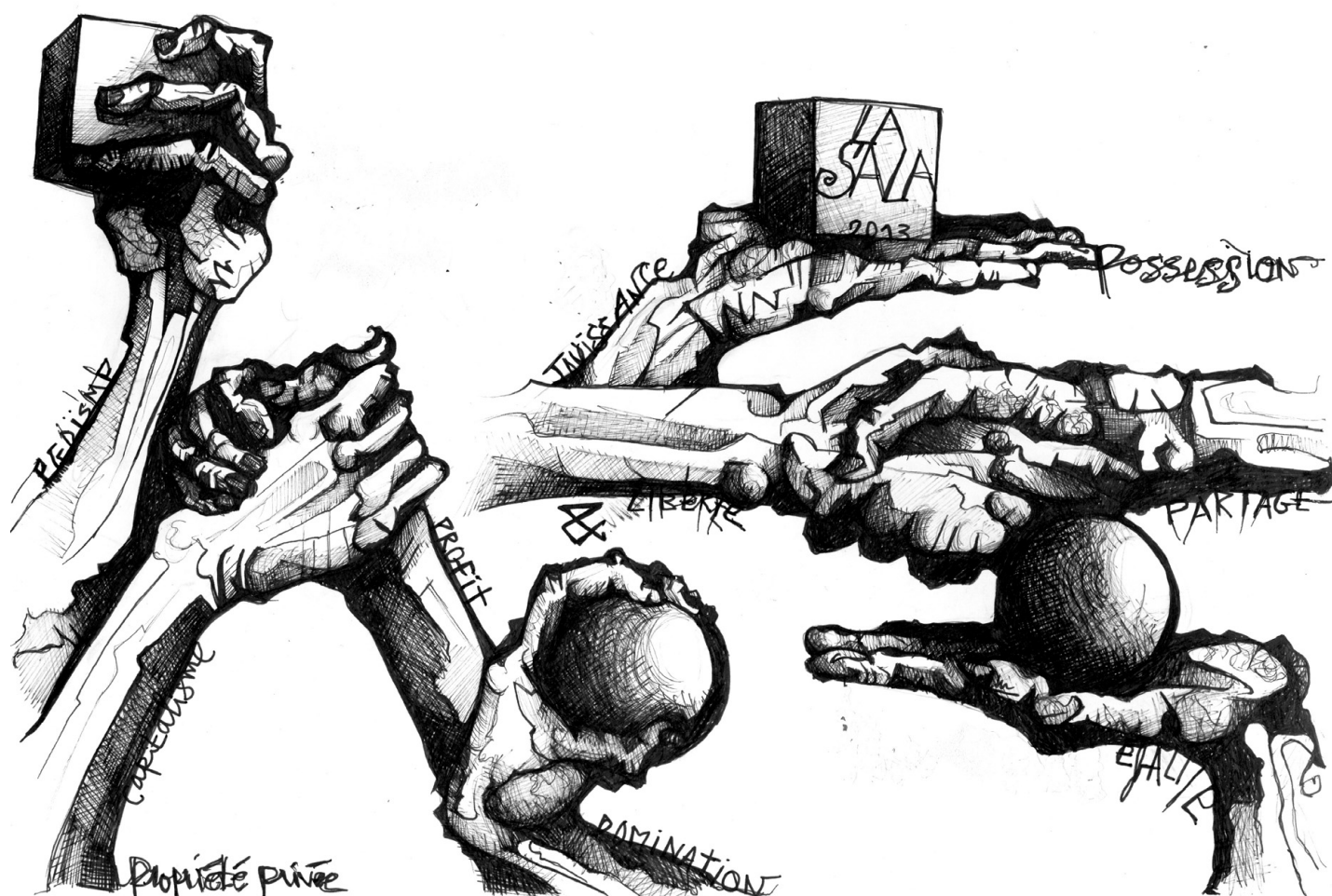
C'est du reste l'acceptation juridique du terme, qui implique trois caractères de la propriété : le côté exclusif (la jouissance du bien n'appartient qu'à une personne, donc à l'exclusion de toutes les autres personnes), le côté absolu (cette personne décide seule de son usage) et le côté perpétuel – la propriété est attachée à l'objet pour toujours, jusqu'à la fin de l'objet... introduisant une vision fétichiste et fermée sur eux-mêmes des biens et ressources de ce monde, vision mercantile du monde entier avec l'extension du champ du capitalisme et de la propriété privée ces derniers siècles.

À mon sens, c'est bien ce caractère privé, en fait privatif, qui pose le véritable problème ; car une fois évacué ce caractère privé, demeure seulement la possession, c'est-à-dire le droit de jouir de ce que l'on use déjà réellement – ainsi que le dit le vieil adage : « Possession vaut droit. »

Il faut introduire là trois aspects classiques de la propriété : l'usus, le fructus et l'abusus. L'usus, c'est le droit d'user, de jouir d'un bien – son plat de lentilles, sa maison, son manteau. Quoi de plus légitime ? Le fructus, c'est le droit de récolter les fruits renouvelables de son bien – manger les fruits de son verger par exemple. L'abusus, c'est le droit de disposer de son bien comme on l'entend – le louer, le céder, le vendre, le détruire. On constate alors qu'entre l'usus et l'abusus on est passé de la possession (au sens de pouvoir jouir de ce dont on éprouve le besoin et pourquoi pas éprouver un attachement à lui) à la propriété privée, au sens de décider seul sur un bien. En ce sens, à l'inverse de la conception courante, nous pouvons considérer qu'au fond un loyer ne relève pas tant du fructus que de l'abusus.

Notons que ce glissement de l'usus à l'abusus, qui est bien loin d'être naturel puisque contradictoire (l'abusus des uns rendant impossible l'usus pour tous), s'inscrit dans l'histoire humaine de la domination. Il ne se comprend en effet que si l'on garde à l'esprit qu'on est dans un système social de domination de l'homme par l'homme. En société capitaliste, la force de travail humaine est en effet considérée comme un bien comme les autres que l'on peut acheter (pour les capitalistes), et que l'on peut, ou plutôt que l'on est contraint de vendre (en ce qui concerne les prolétaires, ceux qui n'ont pour toute ressource que le fait de vendre leur force de travail). L'abusus, caractéristique fondamentale de la domination, est indissociable de l'histoire de l'asservissement de l'homme par l'homme, qu'elle prenne la forme antique de l'esclavage, la forme médiévale du servage ou la forme moderne du salariat. Cet aspect est très important, car il rejoint l'exclusivité et la privation quant aux décisions, qui caracté-





rise la « propriété »... telle qu'elle est entendue aujourd'hui.

Les anarchistes sont pour la possession, et contre l'aspect privatif de la propriété, sans lequel ne demeure justement que la possession. Ils s'inscrivent en cela dans une conception de la liberté qui n'est pas celle d'une exclusion réciproque (chacun n'étant cantonné qu'à ce dont il est propriétaire, c'est-à-dire privé de liberté réelle car réciproquement interdit de jouir des biens des autres), mais qui est celle d'une conception dynamique de la liberté, c'est-à-dire mutuelle. Si quelqu'un possède quelque chose, et c'est son droit à mon sens s'il en jouit, il peut aussi en faire profiter ses voisins (le surplus d'une récolte, un vélo lorsqu'il est au garage, un ordinateur lorsqu'il est éteint, une production artistique...), qui eux-mêmes, étant rendus plus libres, peuvent eux aussi mieux faire partager leurs propres ressources, ainsi que les fruits de leur activité et de leur créativité. La possession est une conception sociale de l'appropriation humaine des ressources et des biens. La prise sociale de possession jette aux orties les concepts bourgeois, pipés, de « propriété privée » et de « vol ». Les seuls vrais voleurs sont ceux qui n'acceptent pas d'être « volés » à leur tour, ce sont ceux qui volent au quotidien le temps, la vie et le travail des autres et qui veulent retenir, par la force de la contrainte violente, ceux qu'ils ont dépossédés hors de l'espace de ce qu'ils ont illégalement, c'est-à-dire exclusivement,

accaparé. Propriété si manifestement peu « légitime » (cet adjectif suggérant un accord social) qu'elle se cantonne aujourd'hui derrière des enclos, des cadenas, des titres notariés, des flics, des armées, transformant le monde en espace fragmentaire, carcéral.

La conception anarchiste de la liberté, se traduisant en termes de prise de possession, échappe ainsi tant à la propriété privée qu'à la propriété étatique, qui toutes deux consistent en une confiscation des décisions par des individus (actionnaires dans un cas, technocrates gouvernementaux dans l'autre), en un empêchement contraint de prise de possession.

Le caractère fondamental du capitalisme ne réside donc pas tant dans la « propriété » – terme pour le moins complexe et confus signifiant nombre d'aspects contradictoires – que dans la privation, c'est-à-dire la dépossession.

Nous ne voulons pas rejeter la possession : bien au contraire, nous voulons tout posséder ! Nous voulons nous réapproprier ce monde, pour en jouir librement, et ce ne sera pas les uns contre les autres, mais les uns avec les autres, dans le cadre d'une conception dynamique et mutuelle de la liberté et non une conception exclusive. Ma liberté ne s'arrête pas là où commence celle des autres. Avec Bakounine, nous affirmons que la liberté de tous étend celle de chacun à l'infini.

Cette conception de la liberté et de la propriété au sens de prise de possession

implique une conception nouvelle du politique, c'est-à-dire de nos relations sociales. La responsabilité, bien sûr au sens où l'appropriation ne peut être obtenue que par la lutte des dépossédés, sans rien attendre de ceux qui les privent. Ce qui suppose fondamentalement l'autonomie de chaque individu et groupe social. Mais cette autonomie ne reproduit que la guerre, si ces entités sociales sont étanches, ce qui suppose une coordination libre de ces entités, au sein de laquelle elles préservent leur liberté, tout en adoptant une conception dynamique et mutuelle de la jouissance des biens de ce monde. C'est le principe de subsidiarité dans les prises de décisions qui garantit à la fois la liberté et la coordination : les entités individuelles ou collectives décident et gèrent prioritairement tout ce qu'elles souhaitent et peuvent gérer, ne reportant sur une circonférence plus large de la coordination sociale que ce qu'elles ne peuvent pas gérer en propre. C'est enfin l'adéquation ou la péréquation dans la répartition des ressources, permises par la liberté et la subsidiarité, qui rendent l'égalité réelle possible.

Ces principes ne sont pas ceux de la démocratie (même directe), atomisant les individus en entités étanches votant sous une autorité pseudo-commune, une représentation illusoire, une représentativité décisionnelle stérilisant toute autonomie ainsi que toute dynamique collective.

Ces principes sont ceux du fédéralisme libertaire. J.

# Militantisme

## versus alternatives ?

**Hervé Krief**

musicien

**JE SOUHAITE LANCER UN APPEL** concernant l'opposition que je constate souvent entre engagement militant et alternatives concrètes.

Autant le dire tout de suite, mon choix se porte sur la conciliation des deux. Je crois, en effet, qu'il est important de lutter, tant que nous vivons dans ce monde capitaliste libéralisé, pour la justice sociale mais qu'il est tout aussi important d'inventer de nouvelles façons de penser, de manger, de vivre ensemble. Il me semble essentiel de cesser d'opposer ces deux formes d'engagement et de les faire converger vers une union fraternelle et indispensable à mes yeux, si nous voulons enfin transformer notre société. Non seulement elles ne sont pas contradictoires mais, au contraire, elles me semblent complémentaires.

Je voudrais, pour tenter d'illustrer ce propos, prendre un exemple simple dans le domaine de l'alimentation, que je connais bien, qui peut s'adresser à n'importe qui et être compris de tous. En effet, quoi de plus universel que le fait de se nourrir ?

Je souhaite démontrer que les luttes comme celles qui sont menées contre la dégradation des systèmes de retraites, contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou contre la politique d'austérité mise en place par l'Union européenne doivent se nourrir d'actions concrètes et alternatives qui permettent d'inventer un autre rapport au monde, mais également d'entrer dans un processus constructif.

Je fais partie d'une coopérative alimentaire, sociale et solidaire : L'Indépendante, une épicerie autogérée qui vend uniquement des produits secs. Elle se place donc en complément des Amap qui aujourd'hui offrent une grande variété de produits frais. En effet, dans de nombreuses Amap, en plus des légumes qui représentent l'activité centrale, on trouve des produits laitiers, des fruits, de la viande, du pain, etc.

L'Indépendante répond au besoin de prendre en charge nos choix en termes de nourriture. Cela signifie que nous voulons cesser de cautionner les agissements des multinationales de la chaîne agroalimentaire. Pour ce faire, nous achetons à de petits producteurs

respectueux des écosystèmes, de la terre et d'une éthique sociale. Cela peut se traduire ainsi en termes militants : nous avons décidé de ne plus donner notre argent aux grandes enseignes. L'argent étant devenu le centre névralgique de leur stratégie, c'est là qu'il faut agir.

Par ailleurs, L'Indépendante expérimente également une nouvelle forme de démocratie fondée sur l'horizontalité, sans aucune hiérarchie et construite autour de l'idée du consensus. Nous refusons le vote et donc la mise en opposition d'une majorité et d'une minorité.

Cette épicerie fonctionne enfin en auto-gestion, chaque membre apportant sa contribution afin de permettre un fonctionnement cohérent et efficace. Un système de solidarité interne a été mis en place.

J'en viens à l'appel que je souhaite lancer afin de créer un pont entre les luttes militantes et les alternatives concrètes. Si nous consacrons environ 30 % de notre budget à l'alimentation (selon l'Insee c'est 21 % pour les bas revenus, 14 % pour les plus élevés et selon le ministère de l'Agriculture, ce chiffre peut atteindre 50 % pour les ménages les plus pauvres), rêvons un instant que 1 % des Français se mettent à inventer des Amap, des coopératives alimentaires ou toute autre forme de proposition alternative et cesse donc de donner son argent aux grands groupes de la distribution et de l'agro-alimentaire (Casino, Monoprix, Leclerc, Super U, Intermarché, Nestlé, etc.).

Faisons le calcul en sachant que le salaire médian est de 1 650 euros par mois. Prenons-le comme référence pour nos 1 % de Français, soit 650 000 personnes. La part consacrée à se nourrir est donc égale à 30 % de 1 650 euros, soit 495 euros, multipliés par le nombre de personnes, cela fait donc  $495 \times 650\ 000 = 321\ 750\ 000$  millions d'euros par mois ! Cette somme énorme n'irait donc plus remplir les poches des actionnaires, c'est le premier point positif.

Le deuxième point positif est que cet argent permettrait à des maraîchers et à des producteurs de s'installer localement, à de petites structures de se créer.

Le troisième point, c'est que nous ne mangerions plus de produits empoisonnés par des pesticides et autres produits chimiques.

Le quatrième avantage est que nous prendrions du temps pour construire de nouveaux rapports avec les autres et que, conscients de la justesse de nos actions, nous commencerions à expérimenter de nouvelles formes d'organisation et de démocratie horizontale (voir le municipalisme libertaire de Murray Bookchin).

Enfin, devant le bonheur que nous aurions à reprendre en main nos choix élémentaires, comme celui de se nourrir, nous étendrions nos réflexions sur nos choix en termes de santé et d'éducation (voir *Une société sans école* d'Ivan Illitch) et nous influencerions nos voisins qui auraient, eux aussi, envie de choisir l'existence qu'ils souhaitent mener et être ainsi mieux dans leurs vies.

Ainsi, si la réappropriation de nos choix de vie diminuait les bénéfices de grands groupes industriels, ces derniers ne pourraient plus investir massivement dans des projets inutiles qui détruisent la biodiversité, les savoir-faire, en réduisant les peuples au chômage. Au contraire, avec notre argent, nous créerions du travail local sans le concours des multinationales, des grandes exploitations agricoles et de l'État qui les cautionne. Alors le choix de notre alimentation réinventerait une nouvelle démocratie où le peuple, c'est-à-dire nous – de toutes origines et de toutes provenances sociales –, retrouverait un vrai pouvoir, en créant du travail localement, pour infléchir la politique du gouvernement, quel qu'il soit, grâce à un pouvoir économique socialisé.

Je revois une scène formidable du film de Coline Serreau, *Solutions locales pour un désordre global*, où un vieux paysan brésilien est interrogé par la réalisatrice sur ses solutions pour sortir de la crise. Il met un certain temps à répondre et, assis, s'appuyant sur sa canne en bois, il répond d'un mot unique : « Boycott ! »

Sans parler de boycott, qui est d'ailleurs interdit par la loi française, faire simplement un autre choix peut être un acte politique important pour peu qu'il soit partagé par d'autres. Choisir un chemin qui n'est pas celui





que nous impose, grâce à la publicité et aux médias, cette société de consommation peut se révéler bien plus subversif que nous ne le pensons.

Les deux arguments que j'entends souvent et qui viennent s'opposer à cet appel sont les suivants : Comment faire, je me sens seul ? La nourriture bio, c'est beaucoup trop cher, je n'ai pas les moyens de me l'offrir.

Pour le premier point, l'idée qui sous-tend la création d'alternatives est la sortie de l'isolement dans lequel chacun d'entre nous se trouve. En effet, une des forces du système est d'individualiser à outrance nos vies jusqu'à fabriquer une peur de l'autre, une angoisse qui mène au renfermement sur soi. Fabriquer une alternative, c'est au contraire faire, confiance à l'autre, lui tendre la main et envisager une construction collective. Nous avons construit L'Indépendante avec une soixantaine de personnes et ce qui m'a vraiment impressionné est que je ne connaissais aucune de ces personnes avant. Pas un copain, pas un ami à moi n'a participé à cette aventure !

Nous nous réunissons tous les jeudis soir et, régulièrement, je suis frappé par « l'intelligence collective ». Chacun s'exprime à tour de rôle sur les sujets importants et l'opinion de chacun s'enrichit de celles des autres, se transformant en une réflexion forte où l'intérêt commun, celui de notre coopérative, prévaut toujours. La condition *sine qua non* est

d'observer quelques règles simples : donner la parole à tous les présents (tour de table), ne pas couper la parole à une personne qui s'exprime, ne pas parler à ses voisins mais toujours à l'ensemble de l'assemblée.

Pour le deuxième argument, la nourriture bio n'est pas chère, c'est la façon de nous nourrir, dictée par les gouvernements successifs depuis soixante ans et leurs alliés de la finance agroalimentaire, qui n'est pas bonne. Se réappropriation son alimentation implique qu'il faut se poser des questions sur les coûts réels, sur les conséquences sociales et sur les conséquences environnementales de la « nourriture pas chère » que l'on trouve dans les supermarchés et autres hard-discount, ainsi que sur l'équilibre nutritionnel de nos repas.

Selon une étude américaine publiée en 1992 par David Pimentel et intitulée « Les coûts environnementaux et économiques de l'usage des pesticides », les coûts indirects de l'agriculture chimique sur la santé étaient alors de 10 milliards de dollars par an.

En 2008, le Parlement européen (seize ans plus tard !) a publié à son tour une étude similaire dirigée par Catherine Ganzleben. Elle affirme que 26 milliards d'euros par an pourraient être économisés sur le budget de la santé en supprimant les pesticides du marché européen. Elle explique également que les coûts sanitaires associés aux pesticides ne sont pas incorporés dans le prix payé par le

consommateur lorsqu'il achète un aliment dans un supermarché.

Autrement dit, ce sont nos impôts qui financent ces dépenses de santé, rendant l'accès aux remboursements de médicaments moins efficaces et ne permettant plus de financer les hôpitaux, les transports de personnes et les écoles.

Manger bio n'est pas cher, si toutefois on accepte de remettre en question ses habitudes. En mangeant moins de viande, de sucre et de lait, ainsi que le préconise *Afterres 2050* (voir *Manifeste NégaWatt*, 2012, p. 168), nous évitons des problèmes de santé importants et nous pouvons ainsi acheter des aliments (légumes, légumineuses, fruits séchés, fruits secs) issus d'une agriculture non empoisonnée, locale, respectueuse de la terre, dans un rapport direct aux producteurs qui sont alors rémunérés au prix juste de leur travail.

Je souhaite conclure en apportant mon expérience sur la création d'alternatives. La mise en place d'une Amap ou d'une coopérative alimentaire est extrêmement simple et ne nécessite aucun investissement financier.

Alors n'hésitons plus puisque, comme disent les indignés, nous sommes les 99 %, soyons-les dans nos actes de la vie de tous les jours et ainsi nous reprendrons le pouvoir en nous donnant les moyens de construire de façon non violente un autre monde juste, équitable et respectueux de tout et tous !

H.K.



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

## L'heure du syndicalisme révolutionnaire est arrivée

**DIMANCHE**, le «peuple souverain» a voté. La victoire tant attendue du Front populaire est établie. Maintenant, il va falloir agir. La situation économique actuelle nécessite des solutions hardies. Les hommes qui ont capitulé devant le mur d'argent en 1926, devant l'émeute en 1934, sont incapables d'envisager ces solutions. Les fonctionnaires, au moment de l'application des décrets-lois, ont manifesté aux cris de: « Daladier au pouvoir, la police avec nous. »

Si nous donnons tout son sens à ce cri, «Daladier au pouvoir», cela voulait dire que, lorsque ce dernier sera de nouveau au gouvernement, ces décrets de misère disparaîtraient. Aujourd'hui, le Front populaire est moins affirmatif, on parle seulement de les humaniser.

### C'est une capitulation anticipée

La crise budgétaire, l'assaut de la finance, qui est déjà commencé détermineront une aggravation de la crise économique, la lutte des classes va s'accroître. La désillusion sera grande. Jusqu'alors, le Parti socialiste, malgré l'exemple malheureux de tous ses partis frères en Europe, s'est toujours maintenu par une démagogie adroite. Son argument décisif était qu'il n'avait jamais été amené à prendre le pouvoir: demain, il y sera. Toutes les habiletés de Léon Blum ne pourront que retarder l'échéance de la faillite, mais ne l'éviteront pas. L'heure n'est plus aux habiletés politiques, aux combinaisons de couloir, elle est à l'action.

Le terrible problème du chômage est là, il faut le résoudre. Il faut donner à manger à ceux qui ont faim: l'adresse peut permettre d'échapper à certaines, mais ne résout rien. On dit souvent que l'histoire est un éternel recommencement. Si cela n'est pas absolument exact, il est certain que les mêmes situations déterminent des réactions à peu près identiques. Si l'on se reporte à la fin du siècle dernier, au moment de l'affaire Dreyfus, on retrouve une situation politique assez sembla-



ble à celle présente. À cette époque aussi, une sorte de Front populaire s'était constitué pour lutter contre l'antisémitisme, le nationalisme, qui représentaient le fascisme de ce temps. Dès la victoire, les partis politiques se sont précipités à la curée, ce fut l'époque où fleurit le millerandisme. Mais la classe ouvrière, se détournant de ces partis, affirma son droit de cité.

Des hommes venus de l'anarchisme, du socialisme révolutionnaire se rencontrèrent sur cette plate-forme nouvelle, le syndicalisme révolutionnaire. Sous leur influence, les organisations économiques du prolétariat se déclarèrent majeures, elles prétendirent que, par leur propre action directe sur le terrain du travail, dans les luttes journalières, les travailleurs trouveraient la voie de leur émancipation. Ce

fut cette idée-force qui anima le syndicalisme français d'avant-guerre.

Et lorsque l'on voit les dirigeants de la CGT à la recherche d'une idée-force, d'une mystique, on est en droit de sourire, lorsqu'on les voit tenter de les établir autour de leur fameux plan de travail.

### Une idée-force ?

Mais le syndicalisme la possède en lui-même. C'est l'affirmation de la capacité créatrice des masses ouvrières. Mais aujourd'hui les chefs de la CGT sont devenus sceptiques, ils n'y croient plus. Ils n'ont plus confiance que dans un bon gouvernement qui voudra bien condescendre à prendre leur plan au sérieux.

Pourtant, malgré eux, la classe ouvrière passera d'ici peu à l'action, poussée par les nécessités économiques. Les dirigeants confédérés devront rompre avec le Front populaire s'ils ne veulent pas se couper de leurs troupes.

Alors, face à la banqueroute des partis, comme après l'affaire Dreyfus, le syndicalisme révolutionnaire deviendra le pôle attractif des ouvriers désillusionnés. Cela est indispensable ou alors le fascisme l'emportera.

Donc, une fois de plus, il sera prouvé que le prolétariat ne doit attendre que de lui-même sa libération. Les solutions révolutionnaires à la crise s'imposeront dans tous les esprits. Face aux partis politiques et à tous les gouvernements, la classe ouvrière devra revendiquer son droit à la possession et à la gestion des moyens de production et d'échange.

Elle seule est capable d'établir une juste répartition de la production.

L'heure du syndicalisme révolutionnaire est arrivée.

Dès maintenant, la minorité de la CGT se doit de l'affirmer.

**Frémont**

Le Libertaire, 1<sup>er</sup> mai 1936



# Vivons selon la *Torah*, mes frères



**LE PROBLÈME**, avec les religieux, est qu'ils ne croient pas à leur religion. En tout cas, jamais assez pour vivre selon leurs préceptes. Passons sur l'évident paradoxe des chrétiens riches : Jésus a expressément affirmé que si on l'aime il faut vendre ses biens et donner l'argent aux pauvres. Bernie Madoff s'apprêtait à le faire avant qu'un malencontreux incident ne l'en empêche. Intéressons-nous plutôt à un livre d'une grande logique, *The Year of Living Biblically, One Man's Humble Quest to Follow the Bible as Literally as Possible* de A.J. Jacobs (Arrow Books ; «L'année de la vie biblique, l'humble quête d'un homme décidé à suivre la Bible le plus littéralement possible»). Beau programme. Jacobs, journaliste de son état, et accessoirement juif religieusement mou (ni croyant, ni activement opposé à la religion), a l'idée de vivre, un an, exactement comme la Torah l'ordonne. Même s'il faut souligner dès l'abord que nul ne peut vivre exactement comme la Torah l'ordonne. Parce que sur les 613 mitzvot (commandements) recensés par les rabbins, presque la moitié ne peuvent être accomplis qu'au Temple de Jérusalem. Qui n'existe plus. Un dieu qui réclame qu'on suive 300 commandements puis rend impossible leur exécution est un dieu à la Woody Allen. Woody a dit : «*If God exists, he is an underachiever*», une méchanceté intraduisible<sup>1</sup>. Passons encore. Jacobs se fixe le but, déjà ambitieux, de vivre, en 2007, à New York, comme Yahvé l'ordonne. Avouons-le sans tourner autour du pot : Jacobs va échouer, lamentablement, dans sa mission. Par exemple : la Torah exige de lapider les homosexuels et les adultères. Ce qui, à New York, définit probablement les deux tiers de la population et pose de clairs problèmes légaux. Jacobs se pose fort sérieusement la question : «*Jeter un petit, tout petit, mais alors vraiment tout petit, morceau de gravier, dans le dos d'un homosexuel, cela peut-il compter comme une lapidation ?*» Comme Jacobs est quelqu'un de gentil et que son livre vise plus à faire sourire qu'à nettoyer les esprits de la crasse religieuse, il élude l'évident problème que lapider signifie, entre autres, tuer, et passe,

lui aussi, à autre chose. Il essaie bien, brièvement, de toucher les femmes adultères avec un caillou dans les doigts. Mais à New York les dames touchées par un étranger, en particulier un étranger barbu (eh oui, avant les islamistes, les juifs religieux...), prennent la chose très au sérieux. Jacobs n'a donc pas poussé l'expérience jusqu'au commissariat.

## Défi hormonal

De fait, les femmes lui donnent du fil à retordre. En particulier la sienne. Parce que la sienne – comment le lui reprocher ? – refuse de participer. Renseignez-vous, lectrices, sur les rituels bibliques de purification postmenstruelle, vous comprendrez pourquoi. C'est grâce à elle qu'on lit l'une des choses les plus drôles du livre. La malheureuse épouse ne sait plus comment combattre les impossibles lubies de son pieux mari. Mais un jour une idée simple lui vient : un juif pieux ne saurait toucher une femme en pleine pollution menstruelle, beurk de beurk. Pire, les objets touchés par une femme en pleine pollution menstruelle deviennent à leur tours de vrais Fukushima domestiques. Impossibles à toucher. Alors, quand son mari dépasse les bornes, l'épouse se contente de s'asseoir sur toutes les chaises, tous les fauteuils de leur appartement et de s'allonger dans le lit marital. Transformé en héron, notre héros du sacré ! À ce point qu'il s'achète l'une de ces cannes-sièges que les vieilles personnes utilisent, afin de pouvoir quand même s'asseoir chez lui. Ses malheurs ne s'arrêtent pas là, puisque, dans le métro new-yorkais, il ne peut évidemment deviner quelle femme déborde de sang radioactif, pardon menstruel. Il ne saurait, par conséquent, toucher aucune femme, vraiment aucune. À six heures du soir, la chose présente de sérieuses difficultés. Quant à ses collègues féminines à qui il refuse soudain de serrer la main, certaines réagissent avec bonté. Elles l'informent en effet du début, de l'évolution, de la fin de leur impureté et l'abreuvent de confidences sur les mérites comparés des Tampax et des serviettes

hygiéniques, sur l'aspect, la couleur et l'abondance de leur phénomène personnel, toutes informations qu'il accueille avec la joie et le respect que réclame cette aimable sollicitude.

## Fièvre aviaire

Jacobs vit à New York, donc près de Brooklyn, le quartier où se concentrent des dizaines de milliers de juifs ultrareligieux, de ceux qui paient des spécialistes afin d'examiner au microscope si les tissus des doublures et des poches de leurs vêtements ne sont pas tissés de deux fibres différentes (grand tabou biblique). Jacobs y participe à une scène dansesque. Si la plupart des commandements que l'on ne pratique plus sont des sacrifices d'animaux, il reste un commandement, assez discuté, qui réclame un sacrifice. Les plus religieux d'entre les religieux l'observent et Jacobs décrit la réunion de centaines d'hommes en papillotes et chapeaux noirs, tenant des poulets. Vivants, évidemment. Les fanatiques apportent leur volaille à trois ou quatre sacrificateurs couverts de sang et se tenant sur des sacs-poubelles noirs (comme les chapeaux, mais non, là ce n'est pas la Bible, c'est l'industrie), puis, une fois leur bestiole égorgée, la passent trois fois au-dessus de leur tête (Dieu le créateur de l'univers, le compositeur de la musique des sphères, ne saurait se passer du dégorgeage de gallinacés) dans un capharnaüm de cris de poulets, de discussions et de salutations et de prières qui marque, nul n'en doutera, l'élévation spirituelle due à ce moment privilégié de rencontre de l'âme avec le Seigneur.

**Nestor Potkine**

*dont l'âme s'élève désormais à chaque cocorico.*

1. *To achieve* : accomplir, réussir. *Overachiever* : une personne dont le succès dépasse les attentes. *Underachiever* : une personne dont les attentes dépassent le succès.

# Vers le rêve général



LA PREMIÈRE SCÈNE du livre se situe durant un match de football auquel assiste le président. C'est l'heure des penaltys, le joueur va s'élaner pour la transformation. L'angoisse de la surface de réparation va-t-elle l'étreindre ? Va-t-il manquer de lucidité en raison de la fatigue accumulée ? Le tireur tourne le dos au ballon, à sa carrière, à son sponsor, à la patrie, à la gloire et prend le chemin des vestiaires. Entre en scène le premier acteur d'une étrange révolution.

Sous le tendre regard de Nathalie Peyrebonne, Louis, Edmond, Céleste et Lucien sont les autres acteurs du livre. Pris au piège de la normalité, ils sont Premier ministre, agent de sécurité dans un bar, conductrice de métro, professeur dans un collège. Un beau matin, Louis, Edmond, Céleste et Lucien, ceux qui incarnaient hier encore la « France qui se lève tôt », vont abandonner leur travail<sup>1</sup> et s'accorder une plage de liberté.

Victimes d'une épidémie de douceur, ils vont célébrer la vie, non celle qui nous est faite, mais celle qui serait si les hommes s'appartenaient enfin.

Nous sommes un 5 janvier, la veille, le président a présenté ses vœux aux Français. « Il n'allait pas écouter ses vacances au soleil pour une allocution télévisée ? » Louis a décidé de ne pas sortir de sa chambre à Matignon et de relire une lettre envoyée à un amour perdu, Lucien déserte sa classe et part se promener en direction des beaux quartiers. Céleste abandonne sa rame de métro pour remonter à la surface et rencontre un bon génie qui lui promet d'exaucer trois vœux. Quant à Edmond, passionné de cuisine médiévale et d'arts martiaux, il décide de faire son marché. Plus tard, Céleste va rencontrer Lucien place Vendôme, juste avant que celui-ci entarte Wolf, le président du premier parti de France.

Deux semaines passeront et c'est l'ensemble de la société qui choisira de désertir, en abandonnant à son triste sort un président hystérique, seul dans son palais. Wolf ne sera plus un loup pour les autres hommes, bientôt plus personne ne pourra encore croire à la farce du pouvoir et à son absurdité.

Dans ce court roman, dans cette fable moderne, aucun des personnages ne rêve d'avant-garde éclairée, de programme de transition et de grand soir. Un beau matin, sans revendications précises, ils prennent la route buissonnière, ils redécouvrent le bonheur d'être oisif et échappent à leur condition d'esclaves. À l'opposé du « travailler plus pour gagner... », Nathalie Peyrebonne accorde à ses personnages une pause existentielle et elle s'oppose ainsi aux vertus du travail libérateur, à l'hystérie de la performance et au culte de la vitesse. Les rébellions ordinaires qu'elle décrit sont autant de critiques en actes et sans discours contre la stratégie du choc, l'économie de marché et la soumission.

L'auteur convoque dans ce roman les meilleurs spécialistes dans l'art de la subversion et de la pensée libertaire, tel que le pamphlétaire Georges Darien, auteur du

Voleur, un roman sur la société bourgeoise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sur la morale, les lois et la religion, Ferdinand Lop, le bouffon égaré qui voulait prolonger le boulevard Saint-Michel jusqu'à la Méditerranée et installer Paris à la campagne pour que ses habitants respirent un air pur, ou Noël Godin, l'humoriste entarteur anarchiste belge.

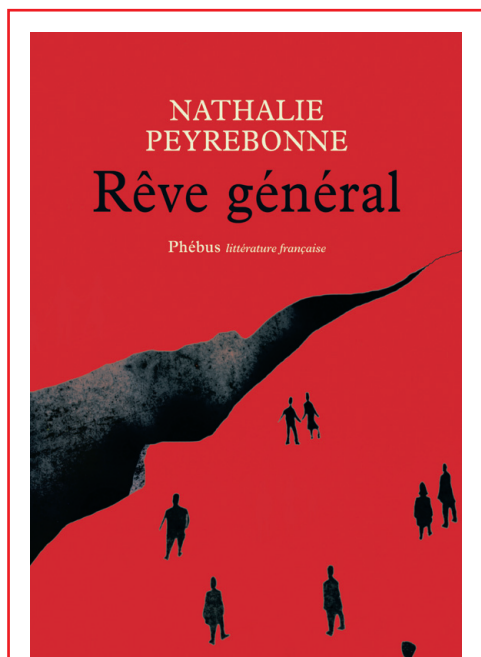
Le contenu de ce roman nous rappelle aussi Paul Lafargue, le gendre de Karl Marx, et son provoquant *Droit à la paresse*, une œuvre qui démythifia le travail et ses valeurs. Et comment ne pas penser au livre de Jean-Pierre Barou *Gilda Je t'aime, à bas le travail!*, ce slogan magnifique peint en vert sur les murs d'une usine à Sochaux en mai 1968 ?

Sur la couverture de l'ouvrage, des silhouettes noires marchent ou sont à l'arrêt sur un fond rouge vif (pantone 485), une faille noire grisâtre (pantone 426) les sépare d'une berge déserte. Le rouge de l'amour et de l'enfer, et le noir du mystère et de la révolte sont ici associés. Des valeurs sûres pour un graphiste...

Loin des diaristes ordinaires qui ne voient pas plus loin que leurs petites misères existentielles, Nathalie Peyrebonne nous entraîne dans ce premier roman joyeux et dynamique en se jouant de mots tels que « rêve général » ou « grève générale », obligeant ainsi le lecteur à incendier ses certitudes et ses préjugés. Dans un tourbillon d'insolences, elle nous offre un avant-goût du bonheur, qui pourrait être lui-même le signe avant-coureur d'une utopie, d'une transformation du vieux monde. On peut toujours rêver... non ? Alors, et si on prenait le temps, nous aussi ?

Daniel Pinós

Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste



Rêve général, de Nathalie Peyrebonne. Éditions Phébus, 2013, 160 pages, 13 euros.

1. « Travail » signifiait « tourment, douleur » au Moyen Âge. Au temps des Romains, « travail » voulait dire « torture », le supplicé était attaché entre trois pieux : tres pilum, soit tripalium : travail.



# Jacques Blaize nous a quittés

**JACQUES BLAIZE ÉTAIT NÉ** le 12 juillet 1941 à Saint-Maur (Val-de-Marne). Anarcho-syndicaliste, militant puis permanent à la CFDT, chargé de recherche. Il vécut dans le Val-de-Marne de 1968 à 1984. Ses parents étaient d'origine ouvrière. Il était marié avec Ginette Bertheau, née en 1940 à Saint-Maurice (Val-de-Marne), qui fut secrétaire administrative dans des associations et des syndicats. Après des études de mathématiques et d'économie à l'université de Paris [...] entre 1959 et 1966, il fut embauché comme chargé de recherche opérationnelle d'abord chez Brampton-Renold (1966-1968), puis à L'Express (1969-1971) et enfin chez Buitoni (1971-1978). Ensuite, il fut permanent à la CFDT de 1978 à 1984 avant de rejoindre l'AFME (Agence française de maîtrise de l'énergie) de 1984 à 1988. Son engagement comme militant anarchiste et anarcho-syndicaliste fut le résultat, d'une part, de lectures, de la lutte contre la guerre d'Algérie et de quelques rencontres avec des militants de la Fédération anarchiste, d'autre part, de son adhésion à la FEN en tant que pion et chargé de cours dans un lycée entre 1960 et 1966 et de contacts avec des militants du «courant E» (École émancipée) et, bien sûr, de sa propre militance post-Mai 68 à la CFDT.

Le parcours militant de Jacques Blaize se fit essentiellement au sein de la CFDT où il exerça de nombreuses responsabilités. Il rejoignit cette organisation en 1968, ce qui lui valut d'être licencié pour activités syndicales [...]. De 1971 à 1978, il milita à la Fédération Alimentation et surtout à l'UD-CFDT 94. C'est à cette période qu'il adhéra formellement à l'Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste (Asras). [...] Il était alors au bureau de l'Union départementale 94 (1972-1984), secrétaire du syndicat de l'alimentation du Val-de-Marne (1974-1978) qui devint pour un temps le premier syndicat de l'UD en termes numériques grâce à la pratique syndicaliste démocratique et libertaire qu'il impulsa, et membre du conseil fédéral (1974-1978) où il assumait et défendait des positions anarcho-syndicalistes qu'il présentait explicitement au bureau fédéral en 1975 [...]. En 1978, il quitta la Fédération de l'alimentation pour assurer le mandat de secrétaire général de l'UD-CFDT 94 qu'il représenta au bureau de l'Union régionale parisienne (URP) CFDT. [...] Il fut alors considéré [...] comme le «leader» de l'opposition régionale, mais il refusa en 1984 de se présenter comme secrétaire général avec «l'appui» (sic) des trotskistes et d'anciens maoïstes. Jacques Blaize,

dans la tradition anarcho-syndicaliste des Bourses du travail, resta toujours très attaché à la dimension interprofessionnelle du syndicalisme qui assure des contacts horizontaux entre les travailleurs et leurs syndicats. L'interpro à ses yeux protège «des tentatives de division et de l'émergence d'une "aristocratie" ouvrière avant-gardiste».

Il participa à tous les congrès UD-CFDT 94 entre 1972 et 1984 où il défendit la position fédéraliste qui consiste à rappeler que les positions fédérales régionales ou confédérales peuvent ne pas être appliquées par les structures de base à condition de ne pas attaquer publiquement lesdites structures [...]. Au congrès de la Fédération de l'alimentation en 1974, entre les deux tours de l'élection présidentielle, il défendit la position selon laquelle le syndicalisme n'avait pas à soutenir quelque candidat que ce fût, contre l'avis d'Edmond Maire qui lui déclara qu'il aurait des comptes à rendre à la classe ouvrière [...]! Pour lui, l'UD 94 et l'opposition confédérale qu'il animait, «le syndicalisme est [...] un outil de mobilisation des travailleurs pour mener la lutte, car c'est bien elle le moteur des transformations».

Parmi les multiples activités militantes de Jacques Blaize, il convient de rappeler son rôle dans l'animation et l'organisation, en 1978, de la grève des ouvrières et ouvriers de la biscuiterie Azur à Vincennes ; durant le conflit, la production autogérée fut relancée pour soutenir la lutte, un peu dans l'esprit des Lip : « On produit, on se paye. ». Cette grève gestionnaire

fut alors activement soutenue par les militant.e.s de l'Asras et violemment combattue par la CGT (absente de la boîte) qui arriva à torpiller la lutte en proposant de se partager le produit de la vente pour les fêtes de Noël. Après son départ de Paris en 1984, Jacques Blaize demeura toujours adhérent CFDT [...] qu'il quitta définitivement après le «discours» télévisé de Kaspar expliquant qu'il laissait la place à Nicole Notat. Cette manœuvre lui rappelait par trop les pratiques politiques en vigueur en URSS lors des grands procès staliniens. Il fut licencié de l'AFME en 1988, probablement à la suite d'une interview «accordée» à un canard local, *La Galipote* [...]. Depuis, il a eu quelques activités militantes dans des associations plus ou moins écologistes et a participé aux émissions d'une radio locale, Radio arverne, sur la maîtrise de l'énergie et la décroissance. Il était adhérent au syndicat des retraités Solidaires.

Jacques Blaize est décédé le 24 mai 2013 à Clermont-Ferrand où il a été incinéré le 28 du même mois.

**Hugues Lenoir**

*Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste*

Source : témoignage direct, novembre 2008 (extrait) à paraître du *Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Éditions de l'Atelier, 2014.







## Jeudi 6 juin

**20h30>22h30, Entre chiens et loups.** Jazzlib' consacrera son émission à quelques musiciens injustement oubliés. D'hier à aujourd'hui, le système mange les artistes qu'il a lui même encensés. Victimes du marché, de la mode ou pour d'obscures raisons, ces musiciens ont fait une carrière météorique.

## Lundi 10 juin

**11 heures > 13 heures, Lundi matin,** infos et revue de presse

## Mardi 11 juin

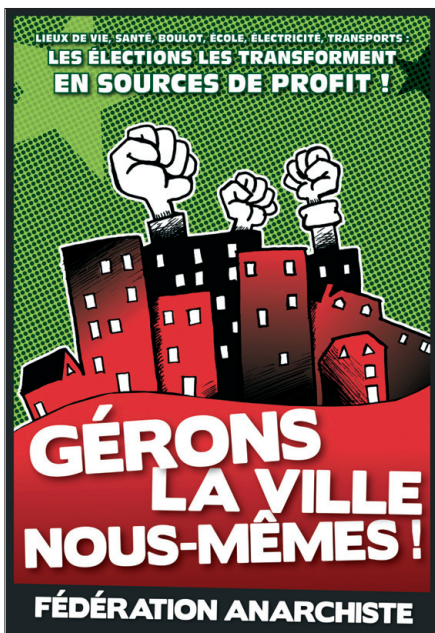
**18 heures > 19h30, Pas de quartiers.** L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel reçoit le Dr Muriel Salmona à l'occasion de la parution de son *Livre noir des violences sexuelles*. Elle fera ensuite le point sur les propositions de soins aux auteurs de telles violences.

## Mercredi 12 juin

**10h30>12 heures, Blues en liberté.** T Bone Walker, l'électricité avant BB King.

**18h30>20h30, Femmes libres.** Hélène Ventoura présentera son spectacle *Tout un monde* monté au Limonaire à Paris : une histoire de Cendrillon revue et corrigée.

**20h30>22h30, Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



## Nouvelles liaisons à la Fédération

Une liaison Émile Armand vient d'être créée en **Creuse** à Felletin près d'Aubusson. Vous pouvez la joindre à l'adresse [emile-armand@federation-anarchiste.org](mailto:emile-armand@federation-anarchiste.org)

Une liaison Henry Martin existe dans le nord du **Gers**. Vous pouvez la contacter à l'adresse [henry-martin@federation-anarchiste.org](mailto:henry-martin@federation-anarchiste.org)



**Le Monde libertaire hors-série est en vente en kiosque jusqu'au 31 juillet 2013.**

# Soutenez-nous !

## La librairie du Monde libertaire a besoin de vous.

La librairie du Monde libertaire, c'est :

- un espace militant accessible 38 heures par semaine, 50 semaines par an...
- des livres, encore des livres, et puis des revues, et des DVD, des CD...
- des débats, des films, des expos, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier...
- un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste...
- des ouvrages accessibles partout grâce à la diffusion par correspondance...

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais (postaux en particulier) qui augmentent, les poches vides des camarades... bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples, important face à la montée du racisme et du nationalisme, important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

Nous lançons donc une souscription pour notre librairie.

Vous pouvez nous aider :

- par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de Publico à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris)
- en espèce ou carte bleue directement à la librairie
- sur notre site [librairie-publico.com](http://librairie-publico.com), en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

Le mouvement libertaire a besoin de sa librairie, nous avons besoin de votre aide pour la faire vivre ! Ami.e.s, compagnes et compagnons, nous comptons sur vous.

## Samedi 8 et dimanche 9 juin

### Montreuil (93)

Foire à l'autogestion : rencontres-débats autour de l'autogestion, son histoire et son actualité. Plus de cent structures participantes. À la Parole errante, 9, rue François-Debergue, M° Croix-de-Chavaux. Détails sur :

[www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org)

## Vendredi 7 juin

### Vannes (56)

20h30. Rencontre-débat avec Yannis Youlountas, organisée par le groupe libertaire Lochu : «Face à l'austérité, les résistances sociales et alternatives autogérées en Grèce peuvent-elles nous inspirer en France?» Palais des arts. Entrée libre.

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Soirée blues à Publico. Nous nous replongerons dans les années 1960 : Otis Rush, Junior Wells, Otis Spann, Muddy Waters... dans le cadre de l'American folk blues festival! Sans oublier Mississippi Fred McDowell et Sonny Boy Williamson... À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire, entrée libre et gratuite.

## Samedi 8 juin

### Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Christian Domec qui présentera son atelier d'édition «Les Penchants du Roseau» où sont parus des ouvrages de poésie, beaux textes. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Murray Bookchin et l'écologie sociale, rencontre avec Vincent Gerber, qui sera l'invité des Chroniques rebelles sur Radio libertaire ce même jour à 13h30. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire, entrée libre et gratuite.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

17 heures. Conférence-débat «Le fanzine, ça existe encore?». Seront présents des membres du fanzine *Dérives Urbaines*, *Gorgonzola*, *TicDeQuai*, ainsi que l'association Méluzine et Marie Bourgoïn, documentaliste à la Fanzinothèque de Poitiers. À la bibliothèque La Rue, 10 rue Robert-Planquette. M° Blanche. Entrée libre et gratuite.

<http://bibliotheque-larue.over-blog.com>

## Jeudi 13 juin

### Paris XI<sup>e</sup>

18 heures. Rencontre avec Luc Vidal qui nous présentera le dernier numéro des *Cahiers Léo Ferré* consacré à «La mémoire et la mer». À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 14 juin

### Paris XVIII<sup>e</sup>

19 heures. Débat organisé par le groupe libertaire Louise-Michel sur le thème : «Techniques, technologies, technosciences : comment dépasser l'alternative technophobie versus technolâtrie?». Introduction par Nicolas Cornuault, Franck Bourrat, Marc Silberstein. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche. Entrée libre et gratuite.

## Samedi 15 juin

### Mâcon (71)

19h30. Conférence-débat «L'innovation, pourquoi faire? ou à quoi nous sert les nouvelles technologies!». Avec la participation de Pièces et main d'œuvre de Grenoble pour la projection du film *RFID: la police totale* et pour la présentation de leur dernière parution à l'Échappée, *Sous le soleil de l'innovation: rien que du nouveau*. 25, rue Gambetta. Entrée libre.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre-débat avec Nils Anderson et l'émission «Sortir du colonialisme» de Radio libertaire autour du livre *La Pacification*, de Hafid Keramane, aux éditions Les petits matins. Paru en février 1960,

*La Pacification* dresse le terrible répertoire des moyens de répression exercés par le gouvernement français contre les combattants algériens et les opposants à la guerre d'Algérie. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Dimanche 16 juin

### Hilaire-du-Rosier (38)

14h30. Le goût du local. Un moment pour découvrir l'alimentation de proximité et échanger sur nos pratiques de consommations. Visite de l'exploitation, médiathèque sociale itinérante, marché de producteurs, projection du film de Amap Court-Circuit, table de presse et préparation autogérée du repas. Rencontre-débat organisé par collectif La Rue râlè et le groupe Henry-Poulaille. Champ Bouzard. La Plaine.

## Jeudi 20 juin

### Merlieux (02)

18h30. Rencontre-débat avec Muriel Mollard, une écrivain locale, pour son premier roman *Sans bleu* (La Main multiple, 2012). Apéro dinatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

## Samedi 22 juin

### Paris XI<sup>e</sup>

17 heures. «Marx, l'anarchisme et les enjeux de l'émancipation au XXI<sup>e</sup> siècle» rencontre avec Philippe Corcuff. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.



# Exposition Nestor Makhno

Du 1<sup>er</sup> au 30 juin

Librairie du Monde libertaire



Exposition Nestor Makhno. Sa vie, son combat, son histoire, illustrés par Éric Savignac et racontés par Dominique Guérin. Un essai sous la forme d'un recueil associant les images et les textes. Vernissage le jeudi 6 juin 2013 à 18 heures.

À la Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75 011 Paris. M° Oberkampf, Filles du Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

La Librairie du Monde libertaire dorénavant fermée le lundi est ouverte du mardi au vendredi de 14 heures à 19h30 et le samedi de 10 heures à 19h30.